

*l'Anti*capitaliste

n°254 | 4 septembre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



REUTERS / PHILIPPE WOJAZER (photo de gauche) ET ALAIN JOCARD (photo de droite)

Dossier

**Université d'été:
le NPA fait sa rentrée**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Valls force l'allure
Page 2

PREMIER PLAN

**Gaza: un important revers
pour Israël**
Page 2



ACTU POLITIQUE

**Front de gauche:
dans tous ses états**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Salah Hamouri
Page 12



Par CÔME PIERRON

Valls force l'allure

Plus vite, plus fort... dans la démolition sociale. Celui qui s'inquiétait en juillet de la possible mort de la gauche s'emploie à temps plein à en créer les conditions. Après les limogeages pour cause de critiques pourtant bien timides et tardives de la politique économique du gouvernement et la nomination du banquier Macron pour amplifier son orientation libérale, après l'annonce de l'utilisation des ordonnances pour imposer plus de travail le dimanche et le projet de remise en cause des seuils sociaux, c'est la loi Alur (Accès au logement et un urbanisme rénové) qui est jetée aux orties.

Pourtant la loi Duflot censée mettre en œuvre une promesse de campagne du candidat Hollande ne bouleversait pas la situation du logement. Elle ne contraignait pas réellement les propriétaires. Elle n'imposait pas le recours à la réquisition des logements vides, comme le réclament les associations de mal-logés et de sans logis. Mais les mesures symboliques qu'elle contenait – dont l'encadrement des loyers dans moins de trente agglomérations sur la base d'un mécanisme qui n'empêche pas les augmentations – demeurent encore insupportable pour les riches propriétaires, les promoteurs et les agents immobiliers qui ont mené campagne contre cette loi, avec un certain succès donc.

En fidèle serviteur des intérêts des nantis, savourant une petite vengeance contre Duflot qui avait fait de sa nomination à Matignon le motif de son départ du gouvernement, Valls s'est donc empressé, sous prétexte de relance du bâtiment, d'adopter des mesures favorables à ces catégories. Hormis pour Paris, et encore à titre expérimental et pour les villes volontaires – en particulier pour ne pas affronter Martine Aubry à Lille –, l'encadrement s'évapore. En revanche, les allègements fiscaux pour les hauts revenus achetant un logement pour leurs enfants et les baisses d'impôts sur les plus values foncières vont permettre d'augmenter les patrimoines et favoriser la spéculation.

Rien dans ces dispositions n'empêchera la flambée des prix de l'immobilier qui enrichit les spéculateurs et rejette les classes populaires en dehors des grandes villes, aggravant les inégalités sociales et dégradant les conditions de vie. Une raison de plus de combattre la politique de ce gouvernement.

BIEN DIT

La maladie, la souffrance le handicap ou la perte d'autonomie ne doivent pas être l'objet de profits financiers et l'argent des cotisations sociales ne doit servir exclusivement qu'à alimenter le bon fonctionnement du dispositif de solidarité qu'il organise dans le respect de l'égalité et de l'universalité d'accès et de la qualité de traitement des personnels qui y contribuent.

LA FÉDÉRATION SUD SANTÉ SOCIAUX dans son adresse aux éluEs et responsables politiques du 1^{er} août 2014.

À la Une

Préparons notre rentrée dans la rue!

À elle seule, l'arrivée d'Emmanuel Macron au poste de ministre de l'Économie, en provenance directe de la banque Rothschild, résume bien le deuxième gouvernement Valls: la mise en cohérence d'une politique d'austérité sans précédent et d'une équipe gouvernementale ouvertement libérale. De même, le tabac de Valls devant l'université d'été du Medef, auquel il est allé déclarer sa flamme, illustre l'alliance directe avec le patronat scellée dans le cadre du Pacte de responsabilité.

Le cap est maintenu, la vitesse supérieure enclenchée et le pied à fond sur l'accélérateur... Pour preuve, le premier acte du gouvernement Valls II supprime l'encadrement des loyers (sauf exception)! De Pacte de compétitivité en Pacte de responsabilité, cette politique a imposé l'austérité, le blocage des salaires, le sacrifice des budgets sociaux, le minage minutieux des protections collectives des salariéEs.

Ces sacrifices devaient ramener la croissance, qui devait permettre, une fois retrouvée, de réduire le chômage et d'augmenter les salaires. Il n'y a ni reprise ni croissance, mais 30% de dividendes en plus pour les entreprises françaises en un an d'un côté, et l'augmentation des inégalités et un demi-million de chômeurs en plus de l'autre... Et ce n'est que le début. La feuille de route du patronat et du gouvernement est de poursuivre le démantèlement de la Sécurité sociale, de faire exploser le code du travail et de détruire les services publics.

Et maintenant la crise politique! Montebourg « reprend sa liberté »... comme s'il n'avait pas eu, il y a 4 mois, la liberté de ne pas aller au gouvernement. Lui, Hamon ou Filipetti, savaient bien alors que ce n'était pas pour mener une politique de gauche. Ils et elles ont respectivement mis en œuvre l'austérité, imposé les rythmes scolaires et validé l'accord Unedic contre les chômeurEs, précaires et intermittentEs.

VALLS-MACRON: LE DUO DE CHOC



Qu'est ce qui a changé depuis le 31 mars, jour de la nomination de Valls comme Premier ministre, si ce n'est l'approche de la prochaine présidentielle et l'urgence de se refaire une virginité après avoir mené une politique de droite? Comme dans toute l'Europe, ces politiques sont massivement rejetées par les populations qui en sont les victimes. Elles usent le personnel politique et les partis qui les mettent en application. Au premier plan, le Parti socialiste, explosé par la gestion gouvernementale, est

désormais menacé d'effondrement et de dislocation. La droite n'est pas épargnée non plus. Rattrapée par les affaires de corruption, ravagée par la guerre des chefs, tiraillée entre une option de droite autoritaire autour du FN et une option plus « centriste », l'UMP est au bord de l'implosion. L'extrême droite attend plus que jamais son heure, et Marine Le Pen se dit prête « à assumer toutes les responsabilités que le peuple (lui) confiera »... Le ciel est menaçant, l'effondrement du PS peut laisser

la place à une poussée de la droite dure et du Front national.

Des paroles aux actes

La mobilisation à Notre-Dame-des-Landes, puis celles des précaires, intermittentEs et chômeurEs, des cheminotEs, des postiers, des personnels de santé... montrent qu'il est possible de résister à ce gouvernement. Elles sont autant d'expériences indispensables pour la construction d'un mouvement d'ensemble. Dans les semaines qui viennent le débat budgétaire sera un moment de vérité, à la fois symbole et concrétisation de l'austérité et de la destruction de la Sécurité sociale. Celles et ceux qui se sont retrouvés le 12 avril, et au-delà toutes les forces politiques à la gauche du PS, le mouvement syndical, le mouvement social, doivent unir leurs forces, pour préparer un mouvement d'ampleur, une mobilisation nationale à l'automne pour censurer dans la rue le gouvernement et son budget. Partout, dès les premiers jours de septembre, dans toutes les villes et régions, dans tous les secteurs, cette contre-offensive doit se construire de manière unitaire.

L'accélération de la situation réclame bien mieux que quelques phrases assassines dans les médias ou des petits calculs électoraux pour 2017. Elle impose la rupture avec le PS et l'affrontement avec ce gouvernement. Elle exige des mesures radicales, sociales, écologiques, démocratiques, bref anticapitalistes.

Christine Poupin

GAZA

Un important revers pour Israël



Plus de 2 100 morts du côté des Palestiniens, plus de 5 milliards d'euros de dégâts selon les Nations unies, 203 écoles à reconstruire, l'unique centrale électrique arrêtée, 50% du réseau d'eau potable endommagé... Tel est le bilan de l'opération « bordure protectrice » débutée le 8 juillet dernier.

Présentée au monde entier comme une opération militaire de protection, l'agression israélienne obéissait à d'autres motifs. Mais malgré un terrible bilan et la mise en place du cessez-le-feu, le gouvernement sioniste n'a pas atteint ses objectifs.

L'instabilité plutôt que la sécurité L'opération « bordure protectrice » n'était pas, contrairement à ce que

disent les dirigeants israéliens, une opération visant à garantir la sécurité d'Israël. Depuis 2005 et l'accession de Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza, des tirs vers Israël ont périodiquement eu cours. Bien plus que les roquettes, c'est la perspective d'un accord politique entre le Hamas et le Fatah pour un gouvernement d'union nationale qui inquiétait les plus hautes sphères de l'État sioniste. L'enlèvement puis la mort de 3 colons était le

Un monde à changer

MORTS DANS LA RUE. 454 SDF, dont 15 enfants, sont morts en France en 2013. Le rapport effrayant que vient de publier le collectif «Morts de la rue» (<http://www.mortsdelarue.org>) n'est malheureusement pas exhaustif. Malgré l'énorme travail de recensement auprès de différentes sources (Samu social, pompiers, hôpitaux, travailleurs sociaux, pompes funèbres, services de police, etc.), d'après le collectif, le chiffre est sans doute plus important.

Le constat est néanmoins édifiant et c'est sans doute le chiffre de 15 enfants qui choque le plus. En forte hausse par rapport à 2012 (1 mort), ces enfants n'avaient en moyenne que 4 ans, et 5 étaient des nouveau-nés. 9 sont morts dans des accidents (4 noyades et 2 incendies) mais 4 sont morts de cardiopathies congénitales. Pour les nouveau-nés, aucune grossesse n'avait été suivie médicalement...

91% des adultes décédés étaient des hommes. Les adultes sont décédés jeunes, en moyenne à 53 ans en Île-de-France, et à 48 ans dans les autres régions, contre 78 ans (hommes) et 85 ans (femmes) pour la population en général. Parmi les 454 morts, 16 personnes appartenaient à la communauté Rom (dont 10 enfants) et vivaient en «situation de rue» (cabane, caravane, usine désaffectée...).

Ce genre de statistiques vient pointer la brutalité du système dans lequel nous vivons. Mais ce n'est bien sûr que la partie apparente de l'immense iceberg de misère engendrée par le manque dramatique de logements décentes pour des millions de personnes en France. Pourtant, le gouvernement PS-Medef est sur ce sujet là aussi en train d'enfoncer encore plus de gens dans la galère...

VALLS L'amoureux du patronat

«Nous devons agir avec responsabilité, patriotisme et confiance dans l'avenir... Bâtir des pactes, bâtir une véritable alliance entre ceux qui décident, entre ceux qui produisent, entrepreneurs et salariés»... La politique du deuxième gouvernement Valls pourrait ainsi se résumer à deux images : ses remerciements pour l'invitation du Medef à son université d'été, et l'accueil et la standing ovation offerte par le patronat à l'issue de sa prestation.

Il faut dire que Valls n'a reculé devant aucune formulation «audacieuse» : «Cessons d'opposer systématiquement État et entreprises, d'opposer chefs d'entreprise et salariés, organisations patronales et syndicats (...). Notre pays crève de ces jeux de rôle, de ces postures... La France a besoin de ses entreprises, de toutes ses entreprises (...), car ce sont les entreprises qui, en innovant, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux attentes de leurs clients, créent de la valeur, génèrent de la richesse qui doit profiter à tous. Et moi, j'aime l'entreprise!».

Et bien entendu, il y a aussi toujours les scandaleuses affirmations : «la France vit au-dessus de ses moyens depuis quarante ans... Il y a un problème de coût du travail dans notre pays» ou «Il est absurde de parler de cadeaux faits aux patrons»...

Ils n'en ont jamais assez...

Le Premier ministre ne s'est pas contenté de ces déclarations de principe. Il a détaillé sa feuille de route pour les prochains mois. Le décor, c'est celui du Pacte de compétitivité s'inscrivant lui-même dans la suite



Chabadabada... DR

du Pacte de responsabilité. Valls invite lourdement les patrons à tout mettre en œuvre pour bénéficier le plus rapidement possible de leur part des 41 milliards (supplémentaires), de cadeaux sous formes d'exonération de cotisations sociales auxquelles ils ont droit. La deuxième piste est celle des entraves dont il faudrait

libérer la société française, à commencer par le code du travail. Valls a ainsi confirmé l'engagement du gouvernement à ouvrir le débat sur les seuils sociaux, la «rationalisation» des institutions représentatives du personnel et l'allègement des règles du travail du dimanche. Pour faire bonne mesure, Valls n'a

pas hésité à vanter les mérites de la «filiale nucléaire [qui] est plus que jamais pour notre pays, une grande filiale d'avenir», sans oublier une peu discrète allusion à la simplification dans les secteurs du bâtiment et de la construction pour faire plaisir à l'ex-ministre Duflo...

La posture politique est clairement repérable : «Au début des années 2000, L'Allemagne, avec un chancelier social-démocrate a su mener les réformes que la France, à ce moment là, ne menait pas». Il faut en finir avec le choix, «L'impôt plutôt que la réduction des déficits et des dépenses».

Le problème c'est qu'avec le Medef, c'est toujours insuffisant, toujours trop lent. Gattaz continue de réclamer trois fois plus d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises que les 41 milliards prévus dans le Pacte de responsabilité pour la période 2014-2017. Le Medef présentera mi-septembre 20 propositions pour baisser les dépenses publiques et créer «un million d'emplois en cinq ans».

Malgré la caution du secrétaire général de la CFDT, l'alliance entre les décideurs et les salariéEs producteurs de richesse risque d'être conflictuelle. **Robert Pelletier**

Le chiffre

28000

C'est le nombre d'euros qu'il faut déboursier pour passer une nuit à Paris dans la «Suite Royale» du «Plaza Athénée», un palace cinq étoiles qui vient de rouvrir ses portes après un an pour rénovation. Pour une seule nuit dans cette suite de 450 mètres carrés, un travailleur au SMIC n'aurait qu'à bosser pendant 900 jours...



Agenda

Du 12 au 14 septembre, Fête de l'Humanité, La Courneuve. Venez au stand du NPA!

Mardi 16 Septembre, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris. Avec Edwy Plenel, à propos de son livre *Pour les musulmans*, à 19h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Mardi 23 septembre, manifestation nationale contre "l'Hôstérité", Paris. Convergence des luttes des hôpitaux et du secteur de la santé, à 11h au ministère de la Santé, 14 rue Duquesne, Paris 7^e.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Les spartakistes, on les aura!

EMMANUEL MACRON, le nouveau ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, à propos de l'aile gauche du PS... Propos rapportés le 26 août par Odile Benyahia-Kouider dans un article du *Nouvel Observateur*.

prétexte tout trouvé pour «justifier» une intervention armée.

Il y avait un double enjeu pour Netanyahu et sa clique. En premier lieu, il fallait fissurer cet accord Hamas-Fatah en envoyant un message clair à Mahmoud Abbas sur la ligne à ne pas franchir. De plus, il fallait causer suffisamment de dégâts sur la bande de Gaza pour obliger les Palestiniens à ne penser qu'à leur futur immédiat et les détourner de préoccupations d'émancipation.

Une défaite politique et militaire

Malgré l'utilisation massive des armes les plus destructrices par la 4^e puissance militaire au monde, la résistance palestinienne, soutenue par tout un peuple, a réussi quotidiennement à répliquer à Israël. Parti pour éradiquer toute résistance, les sionistes se sont heurtés jusqu'aux dernières heures à la volonté farouche des Palestiniens de ne pas se laisser faire et de défendre

leur territoire. Le coût humain subi lors des invasions terrestres précédentes a donc conduit à un cessez-le-feu qui devenait la seule option envisageable, d'autant plus que les États-Unis poussaient dans ce sens.

À jouer les va-t-en guerre tout en sous-estimant les capacités de résistance des Palestiniens, Netanyahu s'est pris à son propre piège. À l'heure actuelle, une partie de son gouvernement, tout comme la majorité de la population, est contre tout cessez-le-feu. On peut supposer qu'il en paiera probablement le prix politique, malheureusement au profit de la droite la plus belliciste.

Et maintenant?

Il n'en reste pas moins qu'à l'heure où le cessez-le-feu est signé, Gaza est dévastée. Cet objectif, le plus abject, est rempli pour les sionistes. Dans l'immédiat, la population gazaoie doit tout reconstruire en n'ayant accès à rien car le blocus, lui, est maintenu.

Car tout le souci de ce cessez-le-feu, c'est qu'il ne règle rien sur le fond, sur les quelques revendications légitimes des Palestiniens de Gaza, sans parler des revendications historiques du peuple palestinien.

Que ce soit sur le blocus terrestre et maritime, comme sur la construction d'un port et d'un aéroport, tout a été renvoyé à de futures négociations qui auront lieu dans un mois. Rien ne permet de présager un arrangement de la situation avec une levée même partielle du blocus. Les accords de 2012 et 2009, tous deux signés après des agressions israéliennes, prouvent bien qu'entre les déclarations et les faits, il y a un pas que ne franchissent pas les Israéliens.

Amplifier la solidarité

Ce ne sont pas des puissances impérialistes, soutien de la politique israélienne, que nous pouvons attendre quoi que ce soit. Tour à

tour, elles ont au mieux mis sur un pied d'égalité les Palestiniens et Israël, niant le rôle de colonisateur et d'agresseur de ce dernier. Au pire, elles ont justifié les frappes israéliennes par un soi-disant droit à la sécurité. En France, un cap a même été franchi avec l'interdiction des manifestations de soutien qui a conduit au passage prochain au tribunal de notre camarade Alain Pojolat pour maintien de manifestation interdite.

Tant que n'aboutiront pas les revendications du peuple palestinien, tant que les Palestiniens n'auront pas le droit de disposer d'eux-mêmes, ce sera pourtant le choix que nous ferons : maintenir la pression dans la rue pour dénoncer la complicité de l'État français, développer partout la campagne BDS dont le succès grandissant inquiète au plus haut point les dirigeants israéliens.

Antoine Chauvel

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

UMP Entre PS et FN, la crise...

L'UMP, où la guerre des chefs fait rage, n'est pas la mieux placée pour profiter de la crise gouvernementale.

Le 20 août dernier, Juppé créait la surprise en se déclarant candidat à la candidature pour l'élection présidentielle de 2017, et ce « *quoi qu'il arrive, bien sûr* », c'est-à-dire y compris contre Sarkozy si celui-ci se présentait. Une façon de rendre incontournables des primaires à droite. Une semaine plus tard, Fillon confirmait sa propre candidature.

Les deux rivaux affichent un profil différent. Juppé se veut le rassembleur de la droite et du centre et il a d'ailleurs reçu les encouragements de Bayrou. Fillon se veut le candidat de la « rupture ». Rupture avec le gouvernement Hollande, mais rupture aussi avec la politique mise en œuvre par Sarkozy, accusé de n'avoir pas mené jusqu'au bout les « réformes » nécessaires selon lui. Il prend pour modèles Thatcher et Reagan, prône la fin des 35 heures et de l'impôt sur les grandes fortunes, la retraite à 65 ans et 100 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques, le double des 50 milliards de Hollande... Mais une même haine de Sarkozy les rapproche et c'est pour contrer sa candidature probable qu'ils se sont déclarés en cette fin août, alors que Sarkozy avait laissé entendre qu'il annoncerait sa propre décision fin août-début septembre.



Qui va manger l'autre? DR

Tout sauf Sarko?

Le plan de Sarkozy? Imposer sa candidature à la présidentielle, en prenant d'abord la présidence de l'UMP dont l'élection doit se faire lors du prochain congrès du parti le 29 novembre ou début décembre en cas de second tour. Y sont d'ores et déjà candidats Hervé Mariton et l'ancien ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire, qui fait campagne sur le thème de la « révolution démocratique » et le « renouveau » contre le passé qu'incarnerait Sarkozy. Celui-ci pourrait se croire assuré de l'emporter tant sa popularité est encore grande parmi les militants de l'UMP, mais c'est sans compter sur le fait que Le Maire pourrait réunir les votes de tous ceux qui lui sont hostiles. Et rien ne dit que Sarkozy, après sa mise en examen dans le cadre de l'affaire des écoutes, sa garde à vue début juillet et les dernières révélations dans l'affaire Bygmalion, puisse rebondir et se juge capable de le faire. Toujours est-il que la crise gouvernementale et les luttes internes au PS auront bouleversé son agenda et l'aurait contraint à retarder sa rentrée politique si toutefois rentrée il y a. Mais c'est aussi l'ensemble de l'UMP qui est percuté par la crise politique. Alors que le Front national demande la dissolution de l'Assemblée nationale et postule au gouvernement, fût-il de cohabitation, l'UMP, qui a d'abord salué le deuxième gouvernement Valls, a ensuite mis en doute ses capacités à disposer d'une majorité pour mettre en œuvre la politique annoncée. Et de demander un vote de confiance. Quant à la dissolution de l'Assemblée nationale au cas où le gouvernement n'y obtiendrait pas la majorité, les avis divergent. Fillon y est favorable tout en refusant un gouvernement de cohabitation tandis que Juppé dit ne pas la souhaiter. Comme le dit Woerth, « *Nous avons besoin de consolidation, de rassemblement, de souffle et surtout, d'un chef. Nous ne sommes pas encore en ordre de bataille. Pour nous, c'est trop tôt* »...

Galia Trépère

FRONT DE GAUCHE

Dans tous ses états

« On est dans une période où l'on a besoin de se reposer. Parce qu'on vient de passer cinq ans terribles. Nous sommes en échec », déclarait fin juillet Jean-Luc Mélenchon... Depuis, le repos réparateur de l'été n'a pas arrangé les choses. L'échec frustre les ambitions qui cherchent de nouveaux horizons.

La crise entre le Parti de gauche et le Parti communiste a eu pour origine leur désaccord sur les municipales. Les uns voulaient des listes indépendantes du PS, du moins au premier tour, les autres cherchaient à sauver leurs élus par des accords avec le PS dès le premier tour. L'échec des municipales puis des européennes, aujourd'hui la préparation des sénatoriales, ont abouti à ce que les intérêts divergents des deux forces motrices du Front de gauche s'expriment de plus en plus ouvertement sur fond d'une crise globale de la gauche.

Horizon 2017

Fini le moment « *de bayer aux corneilles* », « *non, je ne pars pas à la retraite* », s'exclamait Mélenchon lors de son discours de clôture de l'Université d'été du Parti de gauche. S'il quitte la coprésidence du PG, en se dégageant par là-même des responsabilités au sein du Front de gauche, c'est pour développer sa stratégie personnelle pour 2017. Annonçant un « *coup de balai* », il tente de s'élever au-dessus des partis : « *Notre projet n'est pas de rassembler notre famille politique, mais de fédérer le peuple. [...] Ce n'est pas une affaire de partis. [...] Assemblée constituante, « écosocialisme », « révolution citoyenne », il rode son programme, habité par son ambition. « 2017 ne sera pas une élection, ce sera une insurrection »! Prudent, il ménage toutefois ses arrières, « *Nous n'allons pas défaire le Front de gauche. C'est nous qui l'avons créé. [...] Pour beaucoup de gens, le Front de gauche est un repère, un espoir. On ne va pas leur dire: "tout**

AVANTI POPOLO !!!



ça, c'est fini!" Et, dans la foulée, il lance l'idée d'un « *mouvement pour la V^e République* » qui « *rassemblera tous ceux qui veulent cette république de progrès et de prise du pouvoir par les citoyens [...] Nous voulons un candidat en 2017 et ce candidat nous l'appelons par son nom, c'est la V^e République* »... qu'il incarne bien entendu!

Union de la gauche, nouvelle mouture?

De son côté, Pierre Laurent a fait le voyage à La Rochelle, soucieux de ménager le PS, son allié pour les sénatoriales, mais aussi d'afficher ses

convergences avec les « frondeurs ». Il les avait auparavant appelés « *à ne pas accorder leur confiance au gouvernement Valls. [...] Je ne vois pas comment les députés frondeurs pourraient voter la confiance à un gouvernement qui leur tourne ostensiblement le dos et qui même multiplie les provocations à leur égard* ». Il dénonce le discours du Premier ministre lors de l'université d'été du Medef, « *un discours qui tourne le dos à tout ce que sont depuis des décennies les combats de la gauche. [...] Le Premier ministre avait dit il y a quelques mois "la gauche peut mourir",*

on sait maintenant qui tient l'arme du crime. C'est le Premier ministre lui-même qui essaie de la tuer.»

À La Rochelle, il a voulu prendre date : « *2012 avait été un contrat. Ce contrat, il vient d'être déchiré devant les Français. [...] Il ne suffit pas de juxtaposer les critiques, il faut maintenant construire une alternative ensemble* ». La perspective d'une nouvelle mouture de l'union de la gauche trouve un écho dans une large fraction de l'appareil du PS en opposition à Valls, mais les mêmes qui disent s'opposer à la politique du gouvernement ont bien du mal à assumer leur rupture au risque de le faire tomber. Au jeu de l'unité, c'est le PCF qui reste prisonnier du PS au nom d'une alternative, une nouvelle combinaison parlementaire, qui, si elle pouvait prendre forme, ne conduirait qu'à un nouvel échec. Que la stratégie personnelle de Mélenchon et celle de l'appareil du PCF trouvent ou non de nouvelles raisons de continuer à cohabiter au sein du Front de gauche, leur projet politique commun, d'une façon ou d'une autre une nouvelle mouture de l'union de la gauche, ne répond en rien aux besoins de la situation, aux besoins du monde du travail. L'ensemble de la gauche gouvernementale s'est toujours retournée contre les travailleurs et la population. L'urgence est de construire la mobilisation pour mettre en échec l'offensive de Valls et du patronat, de tracer une autre perspective, à travers les luttes et les débats : une perspective anticapitaliste et révolutionnaire pour les classes populaires et la jeunesse.

Yvan Lemaître

PS ÉÉLV

Fin d'été difficile

Après l'éviction rapide de Montebourg et Hamon, car « *la ligne jaune a été franchie* » dicit Valls, et le départ de Filipetti, la politique libérale du gouvernement est franchement assumée et ouvre une crise dans les partis de la gauche institutionnelle.

Comme chaque fin d'été, ces partis se sont retrouvés dans leurs universités respectives. Mais cette année, les divergences entre sensibilités ou courants se sont exprimées plus fortement, à la hauteur de la crise qui traverse les institutions et le gouvernement.

Les beaux discours

Samedi 30 août, l'accueil du Premier ministre par ses propres camarades fut beaucoup moins chaleureux à La Rochelle que celui qui lui avait été réservé par les patrons à l'université du Medef quelques jours auparavant. Hué par les « frondeurs » et une partie de l'auditoire, une première dans l'histoire des universités d'été socialistes, il a tenu un discours habile qui évitait les sujets qui fâchent trop. Mais l'éloquence et les coups de menton autoritaires ne suffiront

pas à cacher la réalité : la politique menée par Hollande et Valls, désavouée massivement dans l'opinion publique, l'est aujourd'hui par une partie des cadres et militants du Parti socialiste qui n'affichent plus leur solidarité avec ce gouvernement. Et les « frondeurs » ont lancé un appel « *Vive la gauche* » pour tenter de fédérer les contestataires. « *C'est une réunion pour défendre le PS d'une tentative de putsch libéral* » dit Gérard Filoche, à propos de la réunion largement médiatisée organisée par les « frondeurs » à La Rochelle... et à laquelle a participé Christiane Taubira, pourtant toujours ministre! Chacun sa cohérence...

Être ou ne pas être au gouvernement

Après le départ du gouvernement de Cécile Duflo et la récente sortie de son livre brûlot, Jean-Vincent Placé, son « ami » sénateur, ne cache



On y va ou pas? DR

pas son désaveu : « *on est dans une période où tout le monde doit avoir les mains dans le cambouis* ». En effet, la sortie du gouvernement des deux ministres d'ÉÉLV ouvre une crise à l'intérieur de ÉÉLV. Certes, l'ancienne ministre parle fort et dénonce aujourd'hui, mais pourquoi aussi tardivement? L'abandon complet par François Hollande de toutes ses promesses d'un programme vaguement social démocrate quelques semaines après son élection, sa politique constante d'austérité et ses multiples reniements en matière d'écologie n'étaient-ils pas suffisants? Pourtant durant deux ans, les députés ÉÉLV

ont voté majoritairement tous les textes clefs. Et, pour sa part, Placé envisage déjà « *une candidature unique avec un projet commun pour 2017* ».

Le PS est-il au bord de l'implosion? Des députés socialistes et écologistes iront-ils jusqu'à refuser la confiance au gouvernement Valls dans quelques semaines? Rien n'est moins sûr!

Nous devons tout faire pour nous rassembler, avec toutes celles et ceux qui s'opposent à ce gouvernement, afin de faire entendre nos voix dans la rue, à commencer contre le budget.

Roseline Vachetta

IRAK - SYRIE

L'« État islamique », une force réactionnaire

L'« État islamique » (EI) a été promu durant l'été au rang d'ennemi numéro 1 des États-Unis et de leurs alliés. Son expansion vers Bagdad au sud et l'État autonome kurde au nord ont entraîné leur intervention. Dans le même temps, l'organisation djihadiste multipliait les exactions.

L'EI n'est pas un État mais une organisation djihadiste armée qui prétend construire un État. Avant cet été, elle dominait déjà des portions de territoire en Syrie et en Irak. Le 10 juin dernier, elle a pris le contrôle de Mossoul, deuxième ville d'Irak. Le 29 juin, l'organisation, qui s'est d'abord appelée État islamique en Irak, puis État islamique en Irak et au Levant, a changé de nom et un « califat » a été proclamé à Mossoul. Le « calife », Abou Bakr al-Baghdadi, contrôle désormais une région à cheval entre l'Irak et la Syrie.

Des parrains divers

L'organisation est issue d'Al-Qaïda mais s'en est éloignée progressivement. En effet, Al-Qaïda met l'accent sur la lutte contre les États-Unis et l'Occident, tandis que les organisations successives ayant donné naissance à l'EI se concentrent sur « l'ennemi proche » : régime syrien, opposants non islamistes à ce dernier et chiites au pouvoir à Bagdad depuis la chute de Saddam Hussein. L'objectif est le contrôle effectif de territoires où les djihadistes pourront imposer leur ordre. A cette différence d'orientation, s'ajoutent des conflits au niveau local (en Syrie, l'organisation labellisée par Al-Qaïda est le



DR

Front Al Nosra) ou pour capter les ressources financières. Au début de son aventure, l'organisation a reçu des fonds provenant de l'Arabie saoudite et du Qatar : depuis les apports officiels se sont taris mais des dons privés continuent d'arriver. En Syrie, Assad a tout fait pour renforcer les islamistes au détriment des groupes laïques ou religieux modérés. En Irak, les djihadistes ont bénéficié de la crise du régime mis en place par les Américains. Le premier ministre chiite Nouri Al-Maliki (qui a perdu le pouvoir fin août) a poursuivi

une politique privilégiant les chiites. La marginalisation des sunnites s'est accentuée après le départ des troupes américaines. Des manifestations non-violentes ont été réprimées, ce qui a favorisé l'entrée en insurrection de certains groupes sunnites. L'EIL avait déjà commis des attentats anti-chiites. Dans la nouvelle période, renforcé par ses succès syriens, il a pris ainsi progressivement la tête d'un mouvement sunnite composite, incluant des officiers issus de l'armée de Saddam Hussein. Il a bénéficié, notamment en Syrie, de l'apport de

combattants étrangers. La politique américaine en Irak a favorisé la fragmentation du pays entre chiites, sunnites et Kurdes, fragmentation qui s'accroît actuellement au point de remettre en question la pérennité de l'État irakien.

Un ennemi mortel

L'EI n'est pas une réincarnation des guerriers des premiers temps de l'Islam. D'ailleurs, les États mis en place après l'expansion arabe étaient plus tolérants à l'égard des minorités religieuses que l'EI ne l'est aujourd'hui. L'EI surfe sur les contradictions des régimes arabes réactionnaires, les manœuvres d'Assad et l'échec des stratégies impérialistes. Il est aussi le produit de l'élimination des forces progressistes de la région et son aura auprès de jeunes en Occident, s'il ne concerne au total qu'une minorité, constitue une impasse et un danger. L'EI est l'ennemi mortel des femmes, du mouvement ouvrier et de toutes les forces progressistes de la région. La stabilisation de son emprise territoriale signifierait la servitude pour les populations concernées. Des Syriens en révolte contre Assad en ont déjà fait l'expérience.

Il ne faut certes pas voir la situation irakienne à travers le seul prisme confessionnel : les ouvriers du pétrole du sud de l'Irak sont souvent chiites mais ils se sont heurtés eux aussi à Maliki. Des grèves ont eu ainsi lieu en avril 2013 et en décembre dernier, les travailleurs du pétrole ont manifesté à Bassorah pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. En janvier, les syndicats irakiens s'adressaient à nouveau au Parlement pour qu'il abroge la législation restrictive du travail héritée de Saddam Hussein. Mais entre les milices armées de tous bords, la reconstruction d'une alternative progressiste en Irak (où a existé un important parti communiste) prendra du temps.

Henri Wilno

USA

Crise et tensions raciales

Le 25 août se sont déroulées les obsèques de Michael Brown, accompagné par une foule nombreuse parmi laquelle se trouvaient des personnalités et trois envoyés d'Obama. Jeune Noir abattu le 9 août de six balles tirées par un policier blanc à Ferguson, petite ville du Mississippi, Michael Brown est devenu le symbole de la montée des tensions raciales aux USA et des violences policières souvent meurtrières.

Dans les semaines précédant le drame de Ferguson, plusieurs jeunes Noirs non armés sont ainsi morts sous les coups de policiers blancs, en toute impunité.

La population de Ferguson, ville à majorité noire mais dont les autorités municipales comme la police sont dominées et dirigées par des Blancs, s'est dressée pour dénoncer ce crime et exiger l'inculpation du policier. Pendant plus d'une semaine, elle a affronté les forces de répression locales, puis celles de l'État. « Cherchons à nous réconcilier plutôt qu'à nous blesser les uns les autres », leur a hypocritement répondu Obama, contraint cependant de reconnaître l'évidence : « Je l'ai déjà dit auparavant, dans de trop nombreuses communautés à travers le pays, il existe un gouffre de défiance entre les habitants et les forces de l'ordre. Dans de trop nombreuses communautés, trop d'hommes de couleur sont exclus et vus seulement comme des objets de peur ».

Un aveu aussi d'impuissance face à la dégradation des conditions de vie de la population noire, des jeunes en particulier dont la majorité ne connaît que le chômage et une attitude de plus en plus agressive de la police. Les chiffres du recensement indiquent qu'en 2012, le revenu moyen des foyers afro-américains est retombé à 58,4% du revenu des foyers blancs, c'est-à-dire au niveau de 1967...



À Ferguson : « Suis-je le prochain ? » DR

Colère contre le racisme policier

C'est ce contexte qui a fait de Michael Brown un symbole, ainsi que de la révolte de la population de Ferguson un encouragement, partout dans le pays, pour que s'exprime la colère face aux exactions de la police. Le samedi 23 août, des milliers de personnes ont manifesté à New York : elles aussi réclamaient justice pour un Noir, Eric Gardner, assassiné le 17 juillet dernier, sans arme, accusé de vendre des cigarettes non taxées, étranglé et étouffé par des policiers à Staten Island. Les manifestants criaient : « Je ne peux pas respirer » et « Mains en l'air, ne tirez pas », comme à Ferguson. L'assassinat de trois autres Noirs new-yorkais, abattus par la police ces dernières années, a été rappelé, les manifestants exigeant que soit mis fin au comportement raciste de la police, qui harcèle en permanence les jeunes Noirs quand elle ne les tue pas.

Devant l'émotion suscitée dans tout le pays et la vague de manifestations pour réclamer l'inculpation du policier qui a abattu Michael Brown et la démilitarisation de la police, Obama a annoncé qu'il allait réexaminer le programme qui visait à accroître l'équipement de la police en matériel militaire. Mais ce n'est que le mois prochain que la justice décidera d'inculper ou pas le policier qui a tué Michael Brown... et qui est toujours en liberté!

Yvan Lemaitre

UKRAINE Une guerre innommable



Des combattants séparatistes pro-russes à Donetsk. DR

L'État-nation ukrainien est-il en train de se consolider contre un agresseur russe et ses relais ukrainiens séparatistes ? Ou bien le contraire ?

Questions sans réponses claires

Qu'exprime et que produira l'envoi de renforts russes « non déclarés » mais avérés : « volontaires » venant guerroyer pendant leur « congé » comme les a présentés le dirigeant sécessionniste de Donetsk, tanks russes franchissant la frontière « par erreur » comme on le dit sans rire à Moscou, ou encore « brigadistes » étrangers, d'extrême droite ou gauche venant défendre la « Nouvelle Russie » colorée en blanc ou en rouge ?

L'« Offensive anti-terroriste » (OAT) lancée par le pouvoir de Kiev a-t-elle combattu efficacement le risque d'explosion de l'Ukraine, ou l'inverse ? Les désertions de l'armée ukrainienne souvent évoquées sont-elles réelles ? Quelle est la composition et la perception populaire des « bataillons » de volontaires, patriotes de tous bords, ukrainiens ou étrangers ? La coalition « post-Maïdan » a éclaté et le président Porochenko, dissolvant la Rada, a annoncé des élections législatives pour le 25 octobre. Mais les populations de l'Est et du Sud de l'Ukraine ne pourront s'exprimer qu'avec l'arrêt des violences – et dans quel sens iront-elles ?

La propagande russe, comme celle du pouvoir ukrainien depuis l'annexion de la Crimée, censure la critique et rend difficile la vérification des informations. De part et d'autre, les mouvements ou forces protestataires sont assimilés à des cinquièmes colonnes financées par l'étranger. Les politiques anti-sociales sont légitimées par un patriotisme (anti-occidental et anti-sanctions en Russie, ou anti-russe en Ukraine). Mais la présence de forces d'extrême droite parmi les engagés volontaires des deux côtés, et l'émergence de fronts « rouges-bruns » (ou blancs) se réclamant tous de « l'anti-fascisme » et de « l'anti-impérialisme » des deux côtés renforcent le brouillage des enjeux.

Contrairement aux arguments de ceux qui soutiennent la Russie contre « un camp impérialiste », la politique de Moscou donne force à la demande de l'Ukraine d'adhésion à l'Otan, demande qui sera davantage soutenue en Pologne et dans les Républiques baltes que par les grandes puissances impérialistes. Quant au combat pour l'intégrité de l'Ukraine, il perd en efficacité s'il accepte l'interdiction des critiques envers le gouvernement de Kiev, qu'il s'agisse de son « Opération anti-terroriste » ou des politiques sociales qu'implique le recours à « l'aide » du FMI.

Une Ukraine « une et divisée », et néo-colonisée comme la Bosnie ?

Les discours et les agissements d'une Russie qui se prétend seulement « solidaire des populations russes » et qui tient tête aux pouvoirs impérialistes occidentaux embarrassés, consolident à court terme le régime poutinien (80% de popularité). Il serait critiqué pour « abandon » des sécessionnistes. Mais après l'envoi de convois humanitaires pour tenter de conquérir les cœurs et les esprits, l'affirmation d'un projet d'État de « Nouvelle Russie » est-il la preuve de force ou de faiblesse ? Est-il l'expression d'un basculement populaire local en rupture avec l'Ukraine, ou au contraire d'un accouchement aux

forçeps d'une « entité étatique » à dynamique séparatiste vers le « grand frère » voisin, mais sans engagement populaire actif dans/ pour la guerre ? Comme pour construire militairement l'« entité serbe » de Bosnie, dite Republika Srpska (RS), il faudra en tout état de cause donner à la « Nouvelle Russie » proclamée une continuité territoriale, en l'occurrence une extension jusqu'à la Crimée et la Transnistrie, même si cette « entité » étatique demeure initialement dans le cadre d'une Ukraine « souveraine » et divisée.

Qui doit en décider ? La constitution ukrainienne ne doit être rédigée ni à Moscou ni à Bruxelles (ou à Dayton comme le fut celle de Bosnie...). Et l'intégrité ukrainienne doit se confirmer (ou se contester) politiquement par un acte d'autodétermination de toutes les populations ukrainiennes, et pas sous contrainte armée. Comme le disait récemment un camarade de l'Opposition de gauche ukrainienne, la guerre n'est ni purement civile ni seulement d'agression extérieure, mais « hybride », et largement incontrôlée. Contre cette guerre, c'est à la population ukrainienne elle-même, dans toutes ses composantes, que doivent appartenir les réponses – soutenues par des mouvements internationalistes en Russie, en Ukraine, comme dans l'UE.

Catherine Samary



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

ENTRETIEN «Podemos veut-il être uniquement une force gouvernementale (...) ou aussi un cadre de mobilisation et de lutte?»

Militante de Izquierda anticapitalista (État espagnol), Teresa Rodriguez est devenue députée européenne de Podemos à l'occasion des dernières élections. Nous l'avons rencontrée lors de sa venue à l'Université d'été.

Comment se construit Podemos cinq mois après les élections européennes ?

La tâche principale est de construire une organisation politique, avec des principes politiques, des règles de fonctionnement démocratique, qui combinent l'auto-organisation par la base et la capacité d'intégrer de très grandes masses dans son fonctionnement. On a d'un côté plus d'un millier de cercles (assemblées de base) auto-organisés, et de l'autre plus de 100 000 «adhérents» qui se sont inscrits par internet. Le défi est de créer une organisation démocratique capable de s'appuyer au même temps sur ses bases organisées, et sur la participation massive des gens par voie télématique.

C'est un processus qui aboutira mi-novembre, après un processus de deux mois qu'on a appelé «Assemblée citoyenne Nous pouvons». Ce travail est fait en parallèle avec le début d'une intervention institutionnelle des députés au Parlement européen.

Justement, comment ce travail européen peut-il servir aux anticapitalistes ?

En premier lieu, nous devons être le haut parleur des mouvements sociaux dans les institutions. Ainsi je travaille dans la commission environnement du Parlement, en lien avec une cinquantaine de mouvements écologistes pour dénoncer les attaques contre l'environnement et soutenir ces mouvements pour obtenir des victoires. Par exemple sur les déchets toxiques dans les lacs.

De plus, en tant que député, on a accès à des informations qui permettent d'anticiper les futures

attaques... et les mobilisations nécessaires. Ainsi, on a dénoncé les négociations secrètes concernant le traité transatlantique contre lequel on s'est clairement prononcé, un de nos premiers actes au parlement européen. Le troisième aspect, c'est de dénoncer de l'intérieur une institution qui défend la finance et les banques.

Peux-tu nous parler des débats qui traversent Podemos actuellement ?

Podemos veut-il uniquement être une force gouvernementale, pour le pouvoir, ou aussi un cadre de mobilisation et de lutte ? Le débat se situe dans une tension entre l'ambition d'arriver au pouvoir par la voie électorale, en n'étant pas trop précis sur les revendications, et le besoin de préciser notre programme et ce que l'on défend. Pour une partie de la direction, le risque est que si on précise trop les choses, ça peut enlever des voix au niveau électoral.

Pour nous, il est aussi nécessaire de renforcer le pouvoir des cercles locaux pour gagner. Ce n'est pas qu'une question éthique ou démocratique. Nous sommes opposés à ceux qui pensent que la participation numérique par internet est suffisante, mais ne s'appuie pas sur la démocratie directe des cercles. Internet ne peut pas remplacer le contact physique entre les gens par lequel se construisent les solidarités et les interventions.

Quelle est l'orientation d'Izquierda anticapitalista (IA) concernant Podemos ?

Nous pensons que Podemos est l'expression politique d'un profond mécontentement du

système actuel et une volonté de changement radical qui passe par l'auto-organisation et l'entrée massive des gens dans la scène politique. De ce point de vue, on défend un parti qui soit implanté dans les milieux populaires et les luttes, et qui soit un outil d'auto-organisation populaire. IA peut apporter à Podemos une certaine expérience de notre insertion dans le mouvement social, et nous le faisons de façon très généreuse et désintéressée. Le courant politique que représente IA a encore beaucoup à apporter au sein de Podemos. De toute façon, on déterminera notre position politique concernant Podemos lors de notre prochain congrès fin 2014 début 2015.

En Catalogne aura bientôt lieu un important référendum. Quelles sont les positions de Podemos concernant la question nationale, une question importante dans l'État espagnol ?

Il n'y a aucune ambiguïté à ce sujet. Podemos défend le droit à décider sur tous les thèmes : souveraineté nationale, économique, sociale... Dans ce contexte, Podemos défend le droit à l'autodétermination. C'est une position clairement exprimée par le mouvement. En Catalogne, Podemos soutient le processus qui conduit au référendum du 9 novembre, avec une position critique vis-à-vis de CiU (fédération de partis politiques autonomistes catalans de centre-droit au pouvoir en Catalogne - NDLR) car ils défendent les coupes budgétaires et l'austérité. L'unique patrie de CiU, c'est l'argent...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz
Traduit par Miguel Segui

Réunissant 600 personnes du 24 au 27 août, cette édition confirme une nouvelle fois l'ancrage de l'Université d'été dans la vie du parti... et dans la rentrée politique et sociale ! En effet, en intitulant cette édition 2014 «envoyons Valls'er l'austérité et le gouvernement PS-Medef», nous étions loin d'imaginer que le lundi 25 août, jour du meeting de l'UE, serait aussi celui de la démission du premier gouvernement Valls ! La rentrée a commencé par une sortie...

Les multiples formes de la crise – sociale, politique et économique – auront donc irrigué pendant 4 jours les nombreux débats et discussions dans les salles, terrasse, pergola ou piscine de Rives des Corbières, le nouveau Village où nous nous sommes confortablement installés. Réunissant d'une dizaine à plus de 200 participantEs suivant les séances, un large éventail de thèmes ont été abordés, d'hier à aujourd'hui. Hier, citons la Première Internationale auquel le dernier livre d'Olivier Besancenot et de Michael Löwy présenté lors d'un débat avec Alternative libertaire donne un écho actuel ; la Première Guerre mondiale qui a notamment donné lieu à une soirée passionnante avec l'historien Alain Cuenot ; la Révolution des œillets au Portugal ; les mouvements de soldats qui ont démarré il y a 40 ans,

mouvements présentés par une exposition et une soirée.

Aujourd'hui, les perspectives de mobilisations contre ce gouvernement, avec notamment les luttes des cheminotEs et des intermittentEs, et un grand débat réunissant diverses forces de la gauche sociale et politique ; des espaces de réflexion pour comprendre et résister : la crise européenne et l'Euro, le climat, l'égalité des droits, le «nouveau» FN, l'autogestion avec des militants de Fralib et de la belle Aude (ex-Pilpa) et une soirée autour de l'expérience de notre regretté camarade Ignace Garay à Fumel ; la justice au quotidien avec notre invitée, la journaliste Dominique Simonnot.

Et par dessus tout cela, le vent de l'internationalisme porté par nos invitéEs : Teresa Rodriguez, député européenne de Podemos (État espagnol), Jorge Costa

(Portugal), Franco Turigliatto (Italie), Tassos Anastassiadis (Grèce), Ilya Boudraïtskis (Russie), Tijana Okic (Bosnie), Léo Amendola (Argentine), Ghayath Naisse (Syrie)... Avec une mention spéciale à Salah Hamouri venu directement de Cisjordanie.

Inutile de la préciser, une liste de nos thèmes et débats est vraiment non exhaustive quand il y a dans le programme 41 séances, sans parler des travaux pratiques de 17h, des rencontres de la Brèche et des soirées... Sur cette double page et dans les pages 10 et 12, nous ne tenterons donc pas de remplir la mission – impossible – de rendre compte de tout. Juste quelques coups de projecteurs, sous la forme d'interviews ou d'articles de compte-rendus, pour mémoire ou pour donner envie aux absentEs... Rendez-vous en 2015 !
La commission Université d'été



RÉGION ARABE L'offensive de

À l'heure de l'offensive de l'État Islamique en Irak et en Syrie, et du renforcement du Maréchal Sissi en Égypte, c'était salle comble à Port-Leucate pour tenter de comprendre, où en est le processus révolutionnaire international ouvert en 2011 et visiblement en grand danger aujourd'hui.

En introduisant la séance, Chawqui Lotfi rappelait pourquoi nous avons analysé comme un processus révolutionnaire au long cours la vague de mouvements de masse qui s'est propagée en 2011 dans la région arabe : des dictatures et des couches dirigeantes sclérosées, perdant leurs derniers éléments de légitimité avec le rouleau compresseur des politiques néolibérales ; des formations sociales particulièrement inégalitaires, et des peuples aspirant à la démocratie et à la justice sociale dynamités par une jeunesse au niveau d'éducation élevé mais sans perspectives d'emploi stable. Les immenses mouvements de 2011, les méthodes de lutte, les premiers acquis ont semé des germes profonds.

Mais nous avons aussi noté les limites de l'auto-organisation populaire, la faiblesse de la gauche et la vigueur de la résistance des divers centres d'oppression qui indiquaient que ce processus durerait longtemps, avec des avancées et des reculs violents. Les différents intervenants ont souligné combien en 2014, ce sont les reculs qui dominent.

Il faut dire que la difficulté est grande quand les mouvements de masse sont condamnés à s'affronter à plusieurs contre-révolutions sauvages à la fois, sans bénéficier de soutiens internationaux réels !

Syrie

Ghayath Naisse, membre du Courant de la gauche révolutionnaire syrien, alertait sur le grand péril que vit la révolution syrienne. Ayant pu desserrer l'étoupe du régime sanguinaire de Bachar Al Assad sur 60% du pays début 2013, elle a été victime d'une offensive méthodique du dictateur et de ses alliés internationaux – iraniens, russes, libanais et irakiens – pour écraser la résistance dans la destruction de masse, pendant que les milices de «Daech» récemment rebaptisées «État Islamique» (EI), bénéficiaient de bien des complicités pour s'accaparer par la violence les zones libérées. Pourtant la résistance se poursuit, sous ses versants militaires et civils, dans les zones encore libres, comme dans les régions globalement sous le contrôle des forces totalitaires. Et le camarade rappelait l'urgence d'un soutien

concret aux révolutionnaires, en insistant sur l'interdépendance entre les différents pays de la région.

Irak

Un camarade irakien du NPA a lui aussi resitué l'offensive de l'EI en Irak dans son contexte : un pays malaxé par le régime de Saddam Hussein, puis par l'invasion américaine, puis par l'affirmation autoritaire et confessionnaliste du premier ministre Al-Maliki. Les tentatives d'autodétermination des populations irakiennes sont maintenant balayées par l'alliance entre EI et une partie de l'ancienne hiérarchie militaire de Saddam Hussein reconvertie dans le jihadisme. Pourtant, là aussi, de nombreuses voix, sunnites comme chiites, récusent la spirale confessionnelle. Un débat a commencé sur l'appréciation du rôle des forces kurdes dans cette situation, qui a été approfondi dans un atelier spécifique animé par un camarade kurde de Toulouse.

Égypte

Deux camarades du NPA qui ont séjourné ces derniers mois dans

Le NPA fait sa rentrée

DÉBAT Après le 12 avril, combattre dans l'unité

À quelques jours de la rentrée, les suites de la manifestation du 12 avril et de la rencontre du 21 juin ont donné lieu à notre Université d'été à un débat devant plus de 150 participantEs : un débat marquant la volonté de poursuivre le travail commun, cela sans sous-estimer les difficultés et dans le respect des prérogatives et positions des organisations participantes.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Un socle commun réside dans l'analyse de la situation marquée par l'amplification des attaques auxquelles se livrent gouvernement et patronat. La crise sert de prétexte à la volonté d'imposer des reculs sociaux, une répression des mouvements sociaux pour le moins semblable à ce qu'a fait et ferait la droite. Le deuxième constat commun est l'existence de ripostes, parfois gagnantes mais bien en deçà de l'ampleur des attaques. Le rejet des politiques mises en œuvre par ces gouvernements prétendument de gauche tend à s'étendre à l'ensemble des organisations politiques, quel que soit leur positionnement par rapport au gouvernement. Enfin l'accord se fait autour de l'idée que l'extrême droite est en situation de profiter de cette situation.

Des alternatives politiques

À partir de là, nuances et priorités et projets se confrontent, doivent se débattre. Pour les organisations du Front de gauche, l'accent est mis sur l'aspect essentiel de la refondation d'une perspective politique. Un projet alternatif à construire

autour des questions d'égalité des droits, de justice sociale, pour Alima Boumediene-Thiery d'Ensemble, s'appuyant sur les mouvements, les initiatives qui prennent corps dans les mobilisations sous forme de réappropriations sociales. Pour Martine Gayraud du PCF, face à la politique de Valls-Hollande, il faut reconstruire une vraie gauche autour d'un projet qui se propose de libérer l'économie du capital, d'imposer la démocratie dans la cité et les entreprises. Ce projet doit inclure toutes les forces politiques qui s'opposent à la politique d'austérité, incluant les oppositions à l'intérieur du Parti socialiste. Manu Bompard du Parti de gauche part des impasses écologiques, économiques, cela dans la situation politique internationale, pour affirmer qu'il n'y aura pas d'« *alternative tranquille* ». Pour lui, avec la montée de l'extrême droite, « *il est 23h30 dans le siècle* ». Ceci justifie de dépasser l'objectif de reconstruire la gauche et de fédérer tout le peuple autour d'un projet de Constituante, fondement d'une 6^e République.

Qui s'appuie sur les mobilisations ?

En contrepoint Tristan Renard d'Alternative libertaire pense que la politique du Parti socialiste est en cohérence avec ses traditions de gestion du système capitaliste. Pour lui, il faut bâtir des mobilisations à la base, s'appuyer sur celles qui existent pour construire une alternative politique ancrée dans les luttes, dans la prise en main par les exploités de leurs affaires, à l'opposé des solutions parties du sommet dans une « *stratégie du château de sable* ». Les institutions ne sont pas des coquilles vides qu'il faudrait remplir d'une politique liant protectionnisme et nationalisme industriel...

Même tonalité avec Jean-Baptiste Eyraud du DAL : les mobilisations sociales sont à la base de toute construction d'un rapport de forces permettant de peser sur les

politiques gouvernementales. C'est aussi là qu'il est possible de vérifier la réalité des positionnements politiques, que ce soit par exemple sur les questions d'immigration ou du logement. Il ne s'agit pas seulement de respecter l'indépendance des organisations associatives mais surtout d'appuyer leurs combats et... ne pas s'y opposer !

L'unité pour le combat

Pour le NPA, la construction du rapport de forces est au cœur de notre politique. Cette construction implique de tout mettre en œuvre pour que les mobilisations se développent, convergent, se fédèrent. Des victoires sont nécessaires pour donner confiance. L'unité la plus large dans cette construction est indispensable. Mais dans le même temps, nous ne pouvons pas laisser le champ politique libre à la droite, l'extrême droite comme seules réponses à la politique pro-Medef du gouvernement. Débattre ensemble et tracer des perspectives cohérentes avec nos combats quotidiens est indispensable.

Une nécessité exprimée par exemple, dans le cadre du débat avec la salle, par Gérard de Quimper, en appuyant sur l'engagement autour du « *on lâche rien!* », élément essentiel de la mobilisation sur Notre-Dame-des-Landes, l'acceptation des divergences et de la complexité des constructions, comme dans la lutte des salariéEs de l'agro-alimentaire breton il y a quelques mois.

En conclusion, chacunE appuie sur la nécessité, l'urgence de la construction de mobilisations à la rentrée autour du budget, de la défense des services publics, notamment hospitaliers, et contre le traité transatlantique (TAFTA). Et parce que l'unité se construit aussi autour de la solidarité, nous nous retrouverons derrière toutes les victimes de la répression, notamment notre camarade Alain Pojolat, « *coupable* » de solidarité avec le peuple palestinien.

Robert Pelletier

PAS DE SCISSION À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ



es contre-révolutions

le pays ont précisé la situation difficile des militants et militantes de la révolution égyptienne, face au retour des militaires au pouvoir. Sissi a réussi à surfer sur l'exaspération populaire face à l'aventurisme réactionnaire et néo-libéral des Frères Musulmans. La politique de répression terrible qu'il mène contre ceux-ci s'étend aux militants démocrates, ouvriers et révolutionnaires. Malgré cela les conflits sociaux, en particulier dans les entreprises ne cessent de renaître car aucun problème de fond n'est réglé, même si pour l'instant le nouveau pouvoir tente de renforcer sa légitimité en se prétendant le garant de la stabilité... et de l'arrivée massive de capitaux étrangers.

Tunisie

Dominique Lerouge, complété par d'autres camarades dans le débat, revenait sur la montée d'une contre-révolution plus « *douce* », mais tout autant déterminée à étouffer le processus ouvert fin 2010. Cette tendance s'appuie sur l'absence d'auto-organisation de la population et les faiblesses de la gauche, ainsi que sur les contradictions de l'UGTT, syndicat incontournable du peuple tunisien. Dans cette situation, les gouvernements successifs relaient la pression des institutions internationales,

et les perspectives d'alternative apparaissent encore bien faibles.

Libye

Une contribution a été apportée par Françoise Clément, militante altermondialiste, montrant qu'au delà du chaos actuel autour des batailles pour le pouvoir permis par la profusion des milices armées, le processus reste ouvert avec une société civile réellement existante, des élections qui n'ont jamais permis aux islamistes de légitimer l'hégémonie qu'ils recherchent, et des impérialistes

qui ne savent plus à qui se vouer pour obtenir un retour sur leur investissement militaire de 2011.

Un débat riche a eu lieu sur les interactions politiques régionales comme la question palestinienne, sur la façon dont pourrait émerger une alternative anticapitaliste, ainsi que sur nos responsabilités en tant que NPA. Il s'est poursuivi dans le Forum internationaliste du mardi après-midi, et en « *off* » autour de jeunes camarades syriens et égyptiens présents à l'Université d'été. Jacques Babel



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

SEUILS SOCIAUX ET TRAVAIL DOMINICAL

Le Medef sur ordonnance

Standing ovation pour Valls à l'université d'été du Medef qui, avec son homme lige, va mettre en œuvre sa feuille de route de destruction sociale. Parmi les mesures annoncées qui touchent directement les salariéEs, «l'assouplissement» des seuils sociaux et des règles relatives au travail dominical.

Une négociation interprofessionnelle débute ce mois-ci sur les seuils sociaux pour s'achever d'ici la fin de l'année, en sachant que le gouvernement a déjà annoncé que, faute d'accord, il reprendrait la main... Le ministre du Travail insiste sur le fait que 66% des entreprises qui devraient comporter des délégués du personnel n'en ont pas, sans envisager un seul instant que nombre d'employeurs ne mettent pas en œuvre les élections, voire font pression pour décourager toute candidature. La CGT et FO ont déjà fait savoir qu'il n'était pas question d'écarter les seuils existants de 10 et 50 salariéEs qui déclenchent, entre autres, l'élection de délégués et d'un comité d'entreprise. La CFDT, elle, est prête à lâcher du lest pourvu que soit mis en place une représentation syndicale, sur une base territoriale, dans les TPE...

Passage en force annoncé...

La négociation doit aussi «rationaliser» le fonctionnement de ces instances, ce qui, il faut le craindre, devrait se traduire par un regroupement des différentes consultations et négociations pour mieux les expédier, et leur fusion avec le CHSCT... pourtant mis en place par le PS en 1982 dans les entreprises de taille intermédiaire, à l'instar de la délégation unique du personnel. Tout militant sincère, attaché à un syndicalisme de proximité, doit refuser de tels reculs! Sur le travail dominical, le gouvernement est prêt à agir par voie d'ordonnance : même Sarkozy, qui avait pris des mesures en la matière, avait laissé la parole au Parlement! Les députéEs socialistes étaient alors vent debout contre ce qu'il qualifiait de «tromperie organisée». Au-delà des seuls «frondeurs», l'exécutif a peur que ces derniers répugnent à se dédire et ainsi le mettre en minorité. Il compte aussi, en décrétant rapidement l'ouverture dominicale des grands magasins parisiens, épicerie de la bataille à venir, en faire un symbole de sa politique. L'intersyndicale du commerce parisien, fer de lance de la mobilisation, compte bien, à la suite de son AG prévue le 1^{er} octobre prochain, la tailler en pièces. Et le collectif issu de la manif du 12 avril dernier serait bien inspiré de mener une campagne de masse à ce sujet.

LD

CHÔMAGE ET ÉCONOMIE

Droit dans le mur!

Un demi-million de chômeurs en plus, une croissance nulle... et Hollande persiste dans sa politique de casse sociale!

Selon les chiffres du chômage publiés fin août, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de plus d'un demi-million depuis l'arrivée de François Hollande à l'Élysée. Fin juillet, il y avait 3 424 000 chômeurs (3 689 500 avec les DOM). Plus de 5 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi. Toutes les catégories sont touchées, y compris les jeunes malgré les divers contrats aidés et les stages (qui augmentent). La fameuse «courbe du chômage» ne s'est pas inversée!

La France dans la nasse...

Cela n'est pas une surprise : la croissance est en berne. Le journal économique *les Échos* titrait un de ses articles le 18 août dernier : «la fin des illusions sur la reprise économique en France». Effectivement, la progression du Produit intérieur brut a été nulle au 1^{er} et 2^e trimestre 2014. L'investissement des entreprises, pourtant gavées de douceurs par ce gouvernement, recule. Le chiffre de la croissance prévue pour 2014 est divisé par deux (de 1% à 0,5%) et il y a de sérieux doutes sur le fait que même la nouvelle prévision puisse être atteinte... Malgré les 50 milliards d'économies, le déficit budgétaire sera supérieur à 4% et la dette publique va augmenter. Et déjà les annonces de notation évoquent la baisse de la note française. La France est dans la nasse : la politique supposée permettre de construire l'avenir, de réduire les déficits, de sortir de la crise... ne remplit aucun des objectifs affirmés.

Et l'Europe aussi!

L'économie française n'est pas seule à ralentir : la croissance



Hollande, Sapin et Macron, la troïka libérale. DR

au 2^e trimestre a été nulle dans l'ensemble de la zone Euro et négative en Allemagne et en Italie (-0,2% dans les deux pays). Le taux de chômage se maintient à 11,5%, soit 25 millions de chômeurs.

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 5 juin de nouvelles mesures de soutien aux banques officiellement pour stimuler les crédits aux entreprises, surtout les PME. Mais les banques préfèrent prêter aux États : c'est plus sûr et rentable, les taux variant de 1,40% (c'est le cas de l'Allemagne fin juin 2014) à 6% pour la Grèce... En 2013, les crédits aux entreprises non financières ont diminué d'environ 3,5%. Ce n'est sans doute pas forcément la faute des seules banques : les entreprises rechignent à investir dans le climat actuel et, du coup,

demandent moins de crédits à leur banque.

Le discours des dirigeants européens est le même depuis des années : il faut de l'austérité et des «réformes de structure» (en clair : remise en cause des acquis sociaux, casse des services publics, baisse des salaires, etc.). Pour les économistes officiels et les gouvernements, c'est simple : si leurs réformes donnent les résultats prévus, c'est qu'elles sont bonnes, il faut continuer ; et si les résultats ne sont pas au rendez-vous, c'est que les réformes n'ont pas été menées avec assez d'énergie... Dans les deux cas, il faut donc continuer ! Exactement le choix de Hollande avec la fine équipe Valls-Macron.

Un choix cohérent... pour les capitalistes

Tout au plus Hollande demande-t-il plus de souplesse en matière budgétaire et se vante d'avoir obtenu au sommet européen du 30 août la tenue d'une réunion le 6 octobre sur la croissance et l'emploi. La situation économique européenne

est telle que les objectifs budgétaires seront vraisemblablement un peu assouplis dans les faits. Même Mario Draghi, le président de la BCE a fait une déclaration en ce sens, ce qui lui a valu des critiques de la part de l'Allemagne. Mais l'essentiel va être maintenu : pour les patrons européens, l'inspiration vient des États-Unis où, comme le montre une étude de la banque Natixis de juillet dernier, les salaires ont reculé durant la crise... tandis que seuls les Américains les plus riches ont des revenus en hausse.

La politique de Hollande-Valls n'est pas une erreur, contrairement à ce que soutient maintenant l'ancienne ministre du Logement, Cécile Duflot (qui a écrit à propos de Valls que «seuls les fous persistent dans l'erreur») ou les «frondeurs» du PS. Elle correspond à la logique profonde du capitalisme en crise. La rentrée sera «difficile» a annoncé Valls. Certes, mais pour qui ? Gattaz, le président du Medef a, lui, l'air très content !

Henri Wilno

PÔLE EMPLOI Le gouvernement s'en prend aux chômeurs!

Oui, on ne peut pas aimer tout le monde, à la fois les «entrepreneurs» et les salariéEs. Le message du gouvernement est très clair : un soutien entier au patronat avec une accumulation incroyable de cadeaux très divers, et dans le même temps une aggravation des attaques contre le monde des salariéEs, en particulier les plus fragiles.

De ce point de vue, les dernières déclarations, mardi 2 septembre, du ministre du Travail Rebsamen sont édifiantes de cynisme. «Je demande à Pôle emploi de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi. (...) Si ce n'est pas le cas, il faut qu'il y ait, à

un moment, une sanction.» Face au chômage toujours en hausse, il s'agirait donc de s'assurer que les chômeurs cherchent bien un emploi, de «renforcer les contrôles» et de «sanctionner» par la radiation ceux qui auraient un mauvais comportement. Quelle brutalité et quelle bêtise!



Le rêve de Rebsamen... BABAR

Qui doit contrôler qui?

La servilité zélée de ce gouvernement envers les possédants conduit à une surenchère illimitée et grave de conséquence. Chaque attaque, chaque recul social renforce la prétention du patronat à vouloir tout prendre et pour cela à vouloir détruire tout ce qui protège encore les salariéEs : travail du dimanche, seuils sociaux...

Au moment où les fortunés détournent toujours plus de richesses (exil fiscal, exonérations de cotisations ou impôts...), où les patrons licencient, ferment et restructurent impunément, où la question du contrôle et des sanctions se posent avec urgence. Mais c'est le camp des riches qu'il faut contrôler et sanctionner. Et c'est à la population, aux travailleurs de le faire collectivement. Cela s'appelle la réquisition, la socialisation, l'autogestion, le partage des richesses... Une réponse nécessaire et profondément d'actualité.

Philippe Poutou

RACISME

Banalisation croissante, capitulation à gauche

Depuis trop longtemps, nous assistons à une banalisation du racisme, en particulier de l'islamophobie. Cet été a vu une nouvelle accélération. Mais pourquoi les Morano et autres Bourdouleix se gêneraient-ils ? Encouragés comme d'habitude par la surenchère de l'extrême droite, ils le sont aussi par la faiblesse de l'opposition de toute une partie de la gauche, quand ce ne sont pas de véritables capitulations.

Au début de l'été, le maire UMP de Wissous dans l'Essonne, Richard Trinquier, lors de l'opération Wissous Plage, a

interdit en personne (!) l'accès au plan d'eau municipal à trois femmes portant le foulard islamique. Malgré la suspension de ce règlement «anti-voile» par le

LA POSTE **Début de convergence et grèves victorieuses**

173 jours de grève à Rueil-Malmaison, La Garenne/Bois-Colombes, Courbevoie et Gennevilliers (92), 60 jours de grève à Epinay (91), 51 jours de grève à Paris 15, 25 jours de grève à Decazeville (12), 93 jours de grève à Ajaccio, 78 jours de grève à Aubigny (18) et la grève n'est pas terminée¹... Le premier semestre 2014 aura été riche en conflits longs à La Poste, en particulier entre mai et juillet.

Des grèves dures, mais des grèves qui ont arraché des victoires partielles, ce qui est loin d'être négligeable par les temps qui courent. Les postiers de Paris 15 ont réussi à préserver leurs jours de repos. Celles et ceux du 92 ont obtenu l'embauche de précaires et ont repoussé des plans de suppressions d'emplois. À Epinay, les facteurEs ont mis en échec le projet de mise en place de la «sacoche» : les facteurs étaient censés ne plus travailler ensemble le matin dans un même bureau, mais récupérer chacun une sacoche de courrier et la distribuer de leur côté ! Quant à Ajaccio, au lieu de supprimer 7 emplois, la direction a été contrainte d'accepter d'en créer un ! Ces avancées obtenues lors de ces conflits récents ne sont bien évidemment pas suffisantes pour stopper l'offensive de la direction de La Poste. Mais la manière dont elles ont été obtenues montrent la voie à suivre pour inverser la tendance.

«Tous ensemble» ?

100 000 emplois ont été supprimés à La Poste entre 2002 et 2012. Et ça continue : les centres de tri courrier, qui ont constitué des années 70 aux années 90 l'épine dorsale des résistances postales, connaissent aujourd'hui une deuxième vague de fermeture de sites en moins de 10 ans. La Poste est aujourd'hui passée à la vitesse supérieure : elle combine les suppressions d'emplois avec l'ajout de nouvelles tâches aux postiers. Le trait distinctif des luttes de 2014, ce ne sont pas les avancées obtenues : d'autres grèves localisées avaient déjà empêché La Poste de mettre en place un certain nombre de projets. Ce qui est nouveau, c'est que ces différentes grèves se sont liées les unes aux autres. Les grévistes des différents départements ont cherché à s'appuyer les uns sur les autres : déclarations communes remises le même jour simultanément, manifestations conjointes en région parisienne, conférences téléphoniques... Un blog commun a même été lancé afin de recenser les grèves à La Poste². Cela fait en effet plusieurs décennies que les luttes des postiers se mènent de manière fragmentée : site par site et même service par service. Assistons-nous au début du retournement de la tendance à la fragmentation des luttes postales ? En tout cas, les postiers impliqués dans ces conflits se sont montrés ouverts à l'idée du «tous ensemble». Des actions interprofessionnelles ont été

également menées à Ajaccio avec les marins de la SNCM, avec les intermittentEs et précaires et avec les cheminotEs en région parisienne, et cela en dehors d'un contexte de bagarre nationale autour d'une revendication unifiante comme pour les retraites. En particulier, c'est l'alliance imprévue que les postiers du 92 ont noué avec les intermittentEs et précaires qui leur a permis de sortir de l'isolement à partir d'avril, et qui a également joué un rôle décisif pour faire aboutir leur conflit fin juillet. C'est en développant de tels liens entre postiers et avec d'autres secteurs que des points significatifs pourront être marqués.

Ornella Chesnutt



1- Les grévistes d'Aubigny sont en grève depuis le 16 juin. N'hésitez pas à les soutenir financièrement : www.leetchi.com/fr/Cagnotte/1446322/1e7f513b
2- www.convergenceposte.wordpress.com

CLERMONT-FERRAND (63)

La culture résiste

La reprise des entreprises par les salariéEs a le vent en poupe. Après les Fralib à Géménos et les Pilpa à Carcassonne, au tour de la librairie «les Volcans».

C'est le 2 décembre 2013 que le tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire de l'ensemble des librairies du groupe Chapitre auxquelles appartient la librairie «les Volcans», tout en autorisant la poursuite d'activité qui a été maintenue jusqu'au 10 février. Les salariéEs se sont mobilisés pour empêcher la fermeture du site et les licenciements.

La lutte festive

De nombreux rassemblements ont eu lieu devant la librairie : ce furent des moments festifs, solidaires et collectifs (avec de la musique, des lectures...) afin d'élargir la lutte à l'ensemble de la population. Une pétition a été lancée, pétition qui a obtenu plus de 10 000 signatures en quelques jours. Ne voyons



pas venir de repreneur, 13 salariéEs – sur les 35 licenciés – ont décidé de tout miser sur la reprise de la librairie en SCOP (société coopérative et participative). Pour permettre cette reprise, ils ont obtenu un soutien financier de la part de la population, de la mairie, du conseil général et du conseil régional. C'est le 5 juin que la reprise a

été autorisée par le tribunal de commerce. Après maintes péripéties administratives, la librairie «les Volcans» a rouvert le 18 août. Comme quoi, la mobilisation finit toujours par payer, ceci grâce à la détermination des salariéEs à faire vivre ce lieu, connu et apprécié de tous, ainsi que grâce au soutien de la population.

Sandrine Clavières

SNCF Une direction revancharde !

Alors que Valls organise la purge du PS, la direction de la SNCF ouvre la chasse aux syndicalistes...

Durant les mois qui ont précédé le conflit de juin, ainsi que tous les jours de la grève, la direction a communiqué à outrance, essayant d'isoler les militantEs syndicaux en les coupant de leurs collègues. Cette stratégie a échoué mais illustre l'état d'esprit qui anime aujourd'hui les dirigeants de l'entreprise : ils veulent en finir avec le syndicalisme de lutte et écraser un des derniers noyaux de résistance. En Midi-Pyrénées, ce sont 19 cheminotEs qui sont visés par des procédures disciplinaires internes et par des dépôts de plaintes en justice. Il leur est reproché d'avoir porté atteinte à la liberté de travailler, d'avoir mis en danger la vie d'autrui et d'avoir commis des dégradations sur des portails. Les faits sont graves et les sanctions encourues peuvent aller jusqu'au licenciement.



C'est qui les casseurs ?

Nous assistons à la mise en place d'une justice d'exception à l'intérieur de l'entreprise. Lors de leurs entretiens avec les cadres, aucun des 19 agents ne s'est vu signifier ce qui lui est directement reproché. Les accusations ne reposent sur aucune preuve. L'arbitraire de ces procédures est pleinement assumé par le responsable régional des ressources humaines qui a déclaré face aux représentants syndicaux : «ça ne me gêne pas que des agents payent pour rien, je préfère ça plutôt que de ne rien faire»... Pour lui, le simple fait d'avoir été présent sur le piquet de grève et reconnu par lui-même ou bien un cadre, justifie les sanctions. Alors que «formellement reconnus», 4 des 19 agents ont déjà pu prouver qu'ils n'étaient pas sur les lieux. Bien entendu, 18 agents de cette liste sont syndicalistes : 14 à SUD-Rail et 4 à la CGT. Voilà leur seul tort !

Par la calomnie, le mensonge et le harcèlement, les dirigeants veulent intimider et briser les équipes syndicales, afin que les cheminotEs baissent la tête et acceptent sans broncher la nouvelle convention collective. C'est sans compter sur la solidarité : depuis le début des procédures des rassemblements sont organisés pour accompagner les collègues, un préavis de grève unitaire SUD-CGT-UNSA est déposé, et une souscription pour faire face aux frais de justices va être lancée.

Les vrais casseurs, ce sont Pepy et ses sbires : la récente mise en examen de la SNCF pour homicides dans l'accident de Brétigny-sur-Orge est là pour nous le rappeler.

CorrespondantEs

tribunal administratif de Versailles, le maire a récidivé un mois plus tard avec un nouveau règlement et de nouvelles exclusions.

Fin août, c'est au tour de Nadine Morano, ancienne ministre de Sarkozy, d'en remettre une couche en postant sur sa page Facebook la photo d'une femme voilée sur une plage, en déclarant qu'elle était heurtée par cette «atteinte à notre culture» et à la «liberté des femmes». Rien de nouveau sous le soleil concernant cette femme connue pour ses opinions réactionnaires, mais la réaction de Harlem Désir, fondateur de SOS Racisme – et pourtant on commence à être habitué aux renoncements des membres du PS – a été proprement honteuse ! «Je peux comprendre sa réaction», a-t-il dit, avant de développer sur la question de la libération des femmes. Pourtant ni

Morano ni Trinquier n'en sont à leurs premiers faits d'armes et Désir le sait bien.

Récidivistes

Lors des législatives de 2012, dans une tentative désespérée de garder son siège de députée, Morano avait accordé une interview au torchon raciste Minute pour draguer les électeurs du FN au second tour. À la même époque, piégée par l'humoriste Gérard Dahan qui se faisait passer au téléphone pour Louis Aliot du FN, Morano avait déclaré toute son admiration pour Marine Le Pen, ainsi que sa disponibilité pour trouver des accords électoraux avec le FN avec qui elle «partageait des valeurs»...

Quant à Trinquier, le maire de Wissous, c'est un fou furieux. Se prenant pour un cow-boy du Far West, il s'était déjà donné le droit, par arrêté municipal, de circuler

avec une arme, avait voulu baptiser une rue de sa ville du nom d'un général de l'OAS et a déclaré sur sa page Facebook : «L'islam va nous avaler !», «J'ai tant de rage contre ceux qui (...) nous imposent des centaines de milliers de Rachida et de Mohamed» «Ras-le-bol ! Vive le christianisme, vive le patrimoine laissé par Hugues Capet»...

Écran de fumée

Les discours hypocrites de Morano et de Trinquier sur la laïcité et la libération des femmes, tout comme ceux de Marine Le Pen, ne sont qu'un écran de fumée pour cacher leur haine des musulmans et des Arabes et devraient être dénoncés en tant que tels. Encouragés par l'ambiance nauséabonde dans ce pays, les racistes se montrent toujours plus arrogants. Ainsi, Gilles Bourdouleix, député ex-UDI, qui en juillet

2013 avait été condamné à une amende de 3 000 euros (avec sursis !) pour avoir dit que «Hitler n'a peut-être pas tué assez» de gens du voyage, persiste à se dire «innocent» ! Malgré la confirmation cet été de la peine en appel, ce raciste se pourvoit en cassation, se racant sans doute conforté par le soutien de l'UMP et de l'UDI, qui, en ne présentant pas de candidat dans sa circonscription aux dernières élections municipales, ont permis sa réélection en tant que maire. Que ce soit par rapport aux Roms ou aux musulmans, les racistes se lâchent et osent exprimer de plus en plus à haute voix leurs préjugés haineux. Révoltés par cette banalisation, nous devons plus que jamais chercher à nous retrouver et à nous organiser contre le racisme sous toutes ses formes.

Ross Harrold



Morano tais-toi ! DR

Les Nôtres**Marc Lagoutte**

DR

Marc nous a quittés le 21 août. Connu sous les noms de Gracq, Marchand et Manero, depuis 1968, il a été militant de tous nos combats.

Étudiant, Marc a participé au mouvement de mai 68 à la faculté des sciences de Paris-Jussieu, et dans la foulée, il a participé à la création de la Ligue communiste, puis de la LCR après la dissolution de 1973.

Il milite alors à la fac de Jussieu, avec les cheminots de Paris-Austerlitz. Au cours de son service militaire, il a subi la répression pour avoir signé l'Appel des Cent pour les droits démocratiques des soldats, et en 1975, membre du service d'ordre de la LCR, il a été emprisonné 3 mois à la Santé pour une action antifasciste.

Il a été un temps journaliste pour le journal *Rouge quotidien* sous la signature de Marchand. Entré à France Télécom, il milite à la CGT puis a participé à la construction du syndicat SUD au centre Paris-Archives.

En mars 2008, il est tête de la liste LCR du 14^e arrondissement de Paris aux élections municipales, recueillant 1345 voix (2,8%).

Militant pour l'unité d'action sur le 14^e arrondissement avec Attac, le comité logement, le comité contre la dette et l'austérité, il s'engage résolument pour la construction d'un comité du Nouveau parti anticapitaliste, large et démocratique. Avec la fin de ses activités professionnelles, il peut passer plus de temps dans le département de la Creuse auquel il est attaché depuis son enfance et participe avec enthousiasme à la bataille du NPA dans «*Limousin Terre de Gauche*».

Jusqu'au bout, il a été militant de la Quatrième internationale et du NPA sans sectarisme, en cultivant les liens avec les camarades qui avaient fait d'autres choix politiques.

Ses camarades

Un meeting pour une rentrée radicale et unitaire



Le meeting est un moment important de notre université d'été. Cette année, actualité oblige, une place importante a été laissée à nos invitéEs internationaux et des représentants de luttes. Mais avec la crise politique et les politiques d'austérités menées, la situation politique française et les perspectives des anticapitalistes étaient largement présentes, notamment dans la conclusion de la soirée par notre porte-parole, Christine Poupin.

Teresa Rodriguez, députée européenne de Podemos, militante d'Izquierda anticapitalista dans l'État espagnol, a ouvert le meeting. Elle nous a en particulier fait part de la mobilisation des IndignéEs et des «*Marches*» qui ont permis la naissance du mouvement Podemos.

Technicien du spectacle, Simon, militant du NPA, a présenté la lutte des intermittentEs, des chômeurs et des précaires, et de la nécessité de la convergence des mobilisations. Matthieu, lui, est venu nous parler de la première lutte nationale depuis l'élection de Hollande, celle des cheminotEs. Ces deux interventions ont montré que depuis que Valls est Premier ministre, la rue est de nouveau occupée par des mobilisations de gauche et qu'il y avait urgence de censurer ce gouvernement dans la rue.

Salah Hamouri, militant franco-palestinien représentant du Front de la jeunesse progressiste de Palestine, a fait vibrer les centaines de participantEs et nous a donné une leçon d'espoir pour les temps prochains. Il nous a rappelé que la résistance du peuple palestinien et la solidarité internationaliste avec tous les peuples opprimés étaient légitimes. Cette intervention a aussi été l'occasion de rappeler que le gouvernement, après avoir tenté de diaboliser et de museler le mouvement de solidarité, tente désormais de le criminaliser. Dans les semaines qui viennent, plusieurs militantEs, dont notre camarade

Alain Pojolat, sont convoqués par le tribunal. Face à cette criminalisation, une campagne démocratique, unitaire est nécessaire.

Dernière intervenante, Christine Poupin a porté le message d'un NPA offensif et déterminé en cette rentrée. Voici quelques extraits de son intervention :

«*La crise politique ouverte se rajoute aux autres crises. Mais au-delà de ces rebondissements, le cap est maintenu et le pied appuyé fort sur l'accélérateur. (...) Il y a une chose qu'on ne peut pas dire de la politique de Hollande, c'est qu'elle ne produit pas de résultats : elle en produit des sonnants et trebuchants ! Plus 30% dividendes pour les entreprises françaises en 1 an. C'est un beau résultat. C'est le résultat d'une politique efficace pour les patrons. Une politique qui, de Pacte de compétitivité en Pacte de responsabilité, a imposé l'austérité, le blocage des salaires, le sacrifice des budgets sociaux, le minage minutieux des protections collectives des salariéEs, tout cela au nom de la croissance, de la reprise, qui permettraient enfin de réduire le chômage et d'augmenter les salaires. De reprise il n'y a pas, de croissance non plus. (...)*

On doit se dire surtout que ça redonne force et vigueur aux propositions des anticapitalistes qui sont nécessairement antiproduktivistes et qui disent depuis longtemps que le problème n'est pas celui de la croissance mais celui du partage des richesses, celui du partage du temps de travail, de la défense et de l'extension de ce qui



PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

permet d'assurer à toutes et tous ce qui est indispensable à la vie, de tout ce qui permet de faire progresser l'égalité et les droits des femmes, la défense et l'extension de la protection sociale par le salaire socialisé donc en prenant sur les profits, la défense et l'extension des services publics pour arracher à la privatisation, à la marchandisation, la santé, l'éducation, la culture, mais aussi le logement, l'eau, l'énergie ou les transports...

Il n'y a pas de politique un tant soit peu progressiste, sociale, écologique, sans non seulement la rupture avec le PS, mais surtout l'affrontement avec ce gouvernement. C'est le sens que nous donnons et continuons de donner à l'opposition de gauche au gouvernement. Et cela n'a rien à voir avec les tentatives de bricolage d'une "nouvelle union de la gauche", d'une "majorité parlementaire alternative", d'un "front du peuple", tel que le propose le PC. Une opposition de gauche, ce ne sont pas quelques phrases assassines dans les médias et des calculs électoraux pour 2017. (...)

Dans toutes ces mobilisations, on a une obsession : unir les résistances, rassembler, faire converger pour faire céder le gouvernement et le patronat. Il faut devenir collectivement

leur cauchemar. (...) Et pour cela, nous voulons construire des luttes actives, auto-organisées, créatives. Cette obsession de la convergence des mobilisations, de l'unité, la rage face à la menace de l'extrême droite, c'est ce qui nous a guidé aussi pour proposer, construire, la marche du 12 avril. Et quand on agit, on fait bouger, et le 12 avril a fait avancer une chose essentielle : une convergence politique, syndicale, sociale.

Alors oui, on peut être fiers de ce qu'a fait le NPA et on va continuer. (...) Celles et ceux qui se sont retrouvés le 12 avril, et au-delà toutes les forces politiques à la gauche du PS, le mouvement syndical, le mouvement social, doivent unir leurs forces pour préparer un mouvement d'ampleur, une mobilisation nationale, à l'automne au moment du vote du budget. (...)

C'est le moment de passer des paroles aux actes ! Agir ensemble ne dispense pas de débattre ensemble, de construire ensemble. Au contraire, c'en est la condition. Et nous réaffirmons notre totale disponibilité à faire de la politique, avec toutes celles et ceux qui, comme nous, ne renoncent pas à un projet anticapitaliste, écosocialiste, émancipateur.»

Sandra Demarcq

Le n°57 de **L'Anticapitaliste** la revue est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



Exécution à Verdun en 1917.DR

Un autre regard sur le centenaire de la Première Guerre mondiale

Il était indispensable que l'université d'été aborde la question. Pas principalement pour parler de l'horreur de la guerre, de la vie dans les tranchées, surtout pas pour s'interroger sur la folie des hommes, mais pour comprendre en trois séances pourquoi cette guerre s'est déclenchée, comment ont réagi les partis se réclamant du socialisme, et les formes de refus qui se sont exprimées.

La première séance réunissant une cinquantaine de participantEs présenta la nature de cette guerre impérialiste pour le partage du monde, pour la redistribution des colonies, des «*zones d'influence*» du capital financier. Celui-ci met en place une nouvelle division du travail, un déclin de l'Angleterre, une poussée de l'Allemagne mais dans un espace restreint, et une montée des États-Unis. Ces contradictions fondamentales se croisent avec les conflits nationaux instrumentalisés par les grandes

puissances pour asseoir leur domination, et redessinent l'ensemble des empires en place.

Après cette entrée en matière, nous avons abordé les débats des socialistes face à la guerre : les réformistes pour lesquels les réformes conduiront progressivement au socialisme, ceux pour qui le militarisme et la guerre ne sont pas des tendances objectives du développement capitaliste, et ceux pour qui l'impérialisme et ses contradictions créent les conditions d'une actualité de la révolution au sens historique, et

au sens conjoncturel avec la guerre. Les positions réformistes expliquent la rapidité de l'implication des socialistes dans l'union sacrée avec leurs gouvernements traitée dans la seconde séance qui a été aussi l'occasion de revenir sur le parcours particulier de Jaurès, vrai pacifiste, mais aussi vrai républicain... Lors de la réunion du bureau socialiste international du 29-30 juillet 1914, aucun n'a l'idée de poser la question : que faire si la guerre éclate avant le congrès international prévu pour août 1914 à Vienne ?

Leur histoire et la nôtre

Enfin, une soirée réunissant une centaine de personnes s'est tenue autour du film de Stanley Kubrick *Les sentiers de la gloire*, soirée animée par l'historien Alain Cuenot. Ce film de 1957, violente critique de l'armée française, longtemps censuré en France, s'appuie sur l'affaire de Souain. Le général a fait tirer sur son régiment dont les hommes refusaient de sortir

des tranchées lors d'un assaut impossible contre une colline occupée par les Allemands, avant de faire exécuter quatre caporaux le 17 mars 1915. Il s'inspire aussi de l'histoire du sous-lieutenant Jean-Julien Chapelant, exécuté, le 11 octobre 1914 après une parodie de procès, sur une civière posée le long d'un arbre...

Cette soirée a permis de revenir sur ces fusillés pour l'exemple des premiers mois de la guerre – plus de 500 entre août 1914 et décembre 1915 – puis de débattre jusque tard dans la soirée sur les mutineries de 1917 à partir de la présentation d'Alain Cuenot. Cette soirée a été une nouvelle fois l'occasion de dénoncer les historiens réactionnaires qui développent largement l'idée du consentement patriotique qui expliquerait le courage des soldats : la contrainte a bien été le moteur principal et des refus ont existé dès le début, refus violemment combattus par les militaires !

Patrick Le Moal

Exposition

«Nicolas de Staël, Lumières du Nord - Lumières du Sud»

MuMa – Musée d'art moderne André Malraux – au Havre. Jusqu'au 9 novembre.

Peut-être la plus belle exposition de l'été: la sublime abstraction figurative des paysages de Nicolas de Staël, quelques 130 peintures et dessins souvent inédits – dont beaucoup de marines du Nord, justement exposées face à la mer au MuMa – à l'occasion du centenaire de la naissance de l'artiste (Saint-Petersbourg, 1914).

L'exposition porte sur les dernières années 1951-1955 de l'artiste, des années où Nicolas de Staël, en pleine gloire naissante mais farouchement indépendant, ne craignant ni l'isolement ni la critique, n'hésite pas à prendre le contre pied du «gang de l'abstraction d'avant» portée aux nues à l'époque.

D'une abstraction sensible à une figuration abstraite

Le tournant a lieu en 51, après la rencontre avec René Char avec lequel il entretient une amitié et un échange artistique décisifs. Ses gravures sur bois, très pures illustrations de *Poèmes*, entrant en résonance avec *Le Poème pulvérisé* du poète, marquent la fin de l'abstraction

pure: la lumière transparait, les grands ciels s'y devinent dans le blanc du papier. S'amorce alors une évolution vers une figuration abstraite, destinée non pas à décrire mais à rendre sensible une émotion: «on ne peint jamais ce qu'on voit ou croit voir, on peint à mille vibrations le coup reçu, à recevoir».

Pour Nicolas de Staël, «une peinture devrait être à la fois abstraite et figurative»: équilibre vertigineux, mise en tension, quête d'une exigence absolue de «la vérité avec l'énergie disloquante de la poésie» pour reprendre l'expression de René Char. Il y a du zen dans cette façon non pas de contempler mais de vivre le paysage, d'en restituer la vibration de la lumière et l'émotion pure.



L'exigence absolue du dessin, de la couleur, de la matière

Ses dessins au feutre, croquis du paysage pris sur le vif, en captent la structure capitale: l'horizon, les lignes de force, le rythme fondamental, comme Paul Cézanne avant, Richard Diebenkorn ailleurs. Rencontre de la forme et de l'informe, les masses colorées aux contours vibrationnels, en traduisent l'harmonie de couleur essentielle sans fioritures ni pittoresque, avec une justesse inouïe dans les rapports de tons. L'émotion ultime de la couleur: tant les gris bleus de la limpidité des ciels et de la douceur marine du Nord que les couleurs sourdes et la touffeur orageuse des paysages du Vaucluse ou la violence caniculaire de la Sicile. De Staël, peintre «nomade de la lumière», rend tout autant la violence de la lumière fulgurante des paysages méditerranéens que la légèreté de la lumière changeante de

la Manche avec une même matière picturale épaisse, qui se fluidifie néanmoins à partir de 1954 vers plus de transparence, comme dans ses dernières marines du Havre et d'Antibes.

Un peintre nomade entre Nord et Sud

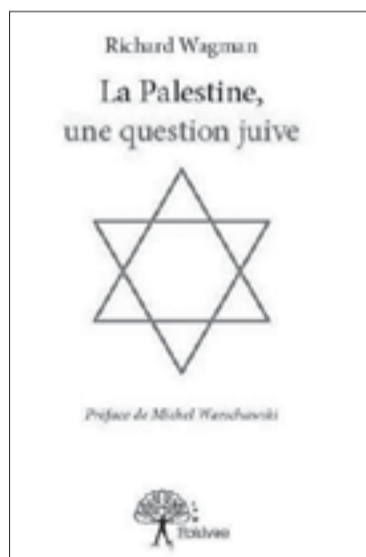
Si l'expo au Havre met justement l'accent sur le Nord où il aime à se ressourcer, c'est bien dans le Sud, à Ménerbes, qu'il finit par s'installer. Il y découvre ses paysages rudes, ses couleurs vives et «cette lumière vorace» que René Char appelle le «cassé-bleu»: «au bout d'un moment la mer est rouge, le ciel est jaune et les sables violets». Entre Georges Braque le normand et Henri Matisse de la fin, qu'il admirait. Et c'est à Antibes, en 1955, qu'il se donne la mort, face à la mer, interrompant brutalement une des œuvres les plus fortes du 20^e siècle. **Ugo Clerico**

Essai

La Palestine, une question juive

de Richard Wagman

Éditeur, 2014, 24,50 euros.



et refusant la prétention de l'État d'Israël et de ses divers dirigeants depuis 1948, de s'exprimer au nom du peuple juif. C'est en cela que la Palestine est une question juive, car l'ensemble des Juifs est engagé de force par l'action des gouvernements d'Israël. Il ne faut pas tordre le bâton dans l'autre sens, à savoir que la diaspora, dans son ensemble, serait en opposition avec l'action des dirigeants de l'État d'Israël, ce qui n'est évidemment pas le cas.

Cet ouvrage porte donc plus sur les Juifs que sur la Palestine. Cependant, sans vouloir forcer les textes, une claire prise de position en faveur d'un État de Palestine, laïque, «binational» à défaut de qualificatif plus précis, égalitaire sur tous les plans – économique, politique... – semble être la ligne d'horizon.

Ce volume s'adresse à tous. L'introduction réserve quelques surprises et la conclusion offre des perspectives contemporaines à la lumière de l'expérience historique. Il commence par une chronologie du conflit judéo-arabe en Palestine pour examiner ensuite les débats politiques et éthiques qui ont traversé la construction des nationalismes juif et palestinien. À lire donc.

JPP

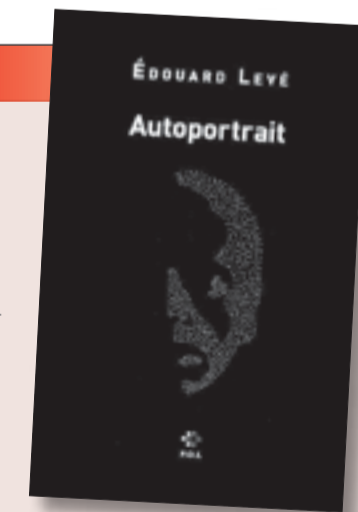
Le titre *La Palestine, une question juive* peut interpeller les lecteurs de *L'Anticapitaliste* et pour lever de prime abord toute ambiguïté, il faut dire que l'auteur, Richard Wagman, est un membre actif du NPA, fondateur en France de l'Union juive pour la paix (UJFP). Internationaliste, tout au long de son livre, l'auteur fait référence aux diverses composantes de la diaspora, dans le monde entier (seul un Juif sur trois vit en Israël), en désaccord

Littérature

Autoportrait de Édouard Levé

P.O.L., 2013, 5 euros.

Édouard Levé s'est rendu célèbre en 2008 en publiant *Suicide* et en se donnant la mort juste après avoir remis le manuscrit à son éditeur. Photographe, peintre, n'ayant publié que quatre ouvrages, Édouard Levé, sur le mode de *Je me souviens* de Perec, en alternant des propositions descriptives, des phrases en creux et des petits commentaires qui en disent plus que des chapitres entiers, et nous en livre plus que dans une longue autobiographie. L'honnêteté, réelle ou parfaitement inventée, liée à l'information dont nous disposons, l'écriture de



cet opus trois ans avant la mort prématurée de l'auteur, donne un long frisson: l'impression d'être obligé de chercher des signes du «destin». Édouard Levé écrit: «Comme je suis drôle on me croit heureux... et aussi «Après le shampoing, je joue de la musique crânienne en crissant des doigts sur mes cheveux humides». **Catherine Segala**

Cinéma

Winter sleep de Nuri Bilge Ceylan

Avec Haluk Bilginer, Melisa Sözen et Demet Akbag. Sortie le mercredi 6 août.

Palme d'or à Cannes, *Winter sleep* se déroule dans un hiver neigeux de la province turque (en Cappadoce). On y voit agir, et surtout parler, des personnages analogues à ceux de la littérature russe de la fin du 19^e siècle (le film s'inspire de trois nouvelles de Tchekhov): le propriétaire qui a aussi des aspirations intellectuelles, la femme oisive et charitable, les notables, l'intendant, l'instituteur, le peuple, les chasseurs, etc.

La technique de Ceylan est admirable. Le film est long, sans doute trop, et susceptible d'analyses diverses, selon la facette privilégiée. Par exemple, on peut le regarder sous l'angle de la célèbre phrase de Marx: «Ce n'est pas la conscience des hommes qui déterminent leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience».

Le héros Aydin est un «homme double». Il est d'abord un propriétaire: un hôtel (où en même temps il habite), des maisons louées aux habitants (finalement poursuivis en justice quand ils ne payent pas), des magasins.



Par ailleurs, il a auparavant été acteur de théâtre et se pique d'être un intellectuel: il écrit des articles dans un journal local et a en projet une histoire du théâtre turc. Il oscille constamment entre ces deux pôles de sa personnalité avec un trait d'union: la conviction de savoir ce qui est «bien» et comment se comporter, notamment pour ce qui est de sa femme, Nihal, dont il bride les initiatives. Il parle volontiers avec ses égaux: les touristes de l'hôtel, sa sœur et sa femme (parfois), les notables locaux. Par contre, le reste est délégué à l'intendant: discuter avec les locataires, demander un renseignement à la gare... et bien sûr gérer les biens. Tout cela est mêlé à un amour sans doute profond pour sa femme et à de la mélancolie pour ce qu'il aurait (peut-être) pu être. C'est sans doute le petit garçon qui jette une pierre sur la voiture du propriétaire et refuse de s'humilier qui est le plus porteur d'espoir. **Henri Wilno**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA **librairie** *la-breche.com*

27 rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44 ~ Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:

Lundi: 14 h – 20 h
Du mardi au samedi: 12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression



“ La guerre à Gaza fait partie de la guerre déclarée au peuple palestinien depuis 65 ans ”

Entretien. Franco-palestinien de Jérusalem, Salah Hamouri a 29 ans. Durant 7 ans, il a été prisonnier politique en Israël pour des actes de résistance contre l'occupant. Aujourd'hui étudiant à la faculté de droit à Jérusalem, il travaille pour Addameer, une association qui soutient les prisonniers politiques et lutte pour le respect des droits de l'homme. Nous l'avons interrogé à l'occasion de sa venue à l'Université d'été du NPA.



PHOTOTHÈQUE ROUGE /FRANCK HOULGATTE

Comment analyses-tu la situation à Gaza ?

La guerre à Gaza fait partie de la guerre déclarée au peuple palestinien depuis 65 ans. Aujourd'hui, cela fait 45 jours que les Israéliens continuent leur massacre sur tout ce qui est vivant à Gaza. Israël traverse une crise interne, au sein de la coalition. Cette guerre était planifiée depuis longtemps par les Israéliens, et l'enlèvement des trois colons, les tunnels et les missiles, n'ont été que des prétextes pour déclencher l'offensive.

La résistance est prête pour une guerre à long terme. Les massacres israéliens et les menaces d'occuper Gaza ne feront pas reculer cette résistance. Elle ira jusqu'au bout pour obtenir ses quatre exigences : la réouverture d'un port et d'un aéroport, la levée du blocus, la libération des prisonniers et le passage entre Gaza et la Cisjordanie.

Qui résiste à Gaza ?

Le message qu'essaient de faire passer les médias – il s'agit d'une guerre entre le Hamas et l'occupant – est une contre vérité. En fait, il s'agit d'une guerre contre toute la population de Gaza. Ce sont tous les Gazaouis qui se font tuer.

Tout le monde résiste : les partis islamistes comme le Jihad et le Hamas, et aussi les partis de gauche comme le FPLP, le FDLP, ainsi que la branche armée du Fatah... Il est faux de présenter cela comme une guerre entre Israël et le Hamas, et ceux qui parlent d'un conflit Hamas-Israël veulent uniquement délégitimer la lutte de libération du peuple palestinien.

Comment expliques-tu qu'en Cisjordanie il n'y ait pas plus de réactions par rapport à cette situation ?

Il y a des réactions en Cisjordanie, mais malheureusement elles ne sont pas suffisantes. Il faut comprendre que la Cisjordanie est l'objet de pressions permanentes depuis 2002, les arrestations y sont quotidiennes et toutes les villes sont occupées. Le mois dernier, plus de 2000 personnes ont été arrêtées. Malheureusement

les mesures économiques, mises en place par l'Autorité palestinienne, pèsent aussi sur la population.

Il y a eu des réactions à Jérusalem. Pourrais-tu nous en parler ?

À Jérusalem, il y a eu un grand soulèvement, surtout après l'assassinat du jeune Palestinien de 16 ans qui a été enlevé et brûlé vif par des colons. Toutes les tentatives des Israéliens d'isoler la population palestinienne de Jérusalem de toute forme de résistance ont échoué. La population de Jérusalem est fortement attachée à la résistance et aux droits du peuple palestinien.

La colonisation à Jérusalem continue : la confiscation des terres, la destruction des maisons se poursuit. Le rêve sioniste d'unifier les deux côtés de Jérusalem comme capitale unique des Israéliens se perpétue. Ainsi, les cartes de résident de Jérusalem sont retirées pour envoyer les Palestiniens en Cisjordanie. De plus en plus de personnes sont expulsées sous le prétexte par exemple de ne pas avoir payé telle ou telle taxe...

Comment analyses-tu l'évolution de la société israélienne ?

On voit depuis les élections de 2006 et même avant, que la société israélienne va de plus en plus vers l'extrême droite. Il n'y a presque plus de gauche. Par contre, l'extrême droite progresse sans cesse ! Elle veut s'attaquer non seulement à la population de Gaza, mais aussi à tous les Palestiniens. On a vu des appels pour envoyer devant le tribunal la députée du Parlement israélien, la Palestinienne Hanine Zoabi. C'est une politique raciste et d'apartheid. L'enfermement de cette société israélienne s'accroît chaque jour un peu plus.

Que penses-tu de l'accord inter-palestinien de réconciliation signé par le Hamas et l'OLP en avril dernier ?

C'est quelque chose d'important pour les Palestiniens. Nous savons que nous ne pouvons pas avancer sans l'unité nationale pour notre liberté et notre indépendance. La division

a durée 7 ans, et ce n'est donc pas facile de revenir d'un seul coup à la « normale ». Il faut se donner du temps pour cette réconciliation, pour les personnes, y compris psychologiquement. Malheureusement, tout l'accord n'est pas totalement respecté. La jeunesse palestinienne est très attachée à cette notion d'unité. Israël a utilisé cet accord pour justifier son intervention militaire à Gaza.

Quel est le rôle joué par l'Égypte et les autres pays arabes ?

Nous considérons qu'il y a trois blocs dans la région. Un est favorable à la résistance : le Hezbollah, la Syrie et l'Iran. Deux autres blocs : l'Égypte et l'Arabie saoudite d'un côté, et le Qatar et la Turquie de l'autre. Ces quatre pays sont les policiers des États-Unis dans la région. Ils tentent de contrôler le Proche-Orient, non pas dans l'intérêt des peuples, mais pour l'intérêt de chacun de leur régime réactionnaire, soutenus par les États-Unis. Mais nous savons qu'aucun accord ne se fera sans l'Égypte.

Que penses-tu des accords d'Oslo de 1993 ?

Cela a été une faute stratégique. Ces accords ont reconnu l'État de l'occupant comme un État normal dans la région et ont donné un prétexte de plus aux pays du monde qui n'avaient pas encore de relation avec l'occupant pour normaliser leurs relations avec celui-ci, comme l'a fait la Chine. Oslo et l'accord économique après Oslo ont été des pièges pour nous. C'est une leçon : nous ne pouvons pas négocier tant que nous sommes faibles. Sans une résistance forte, nous n'aboutirons à rien. Cela s'est vérifié à Gaza. La résistance est claire. Après 45 jours de guerre, plus de 2000 morts et des milliers de blessés, 30000 bâtiments détruits, il est impensable de revenir à la situation précédant juillet 2014. Même la population de Gaza pousse dans ce sens. Durant la trêve, il y a eu des manifestations dont le slogan était : « Ne lâchez pas, nous subissons, mais continuez, avancez, on soutient la résistance. »

Avec l'avancée permanente de la colonisation, quelles peuvent être les perspectives du mouvement palestinien en terme de revendications ?

Les Palestiniens avaient deux choix : l'un tactique et l'autre stratégique. D'un point de vue tactique, pour rassembler les Palestiniens, la solution de deux États ne pouvait être que temporaire, chacun le sait. Cette solution n'existe plus avec la colonisation telle qu'elle est aujourd'hui. Au niveau stratégique, la seule solution est donc un seul État, démocratique, pour tous, qui garantisse le droit au retour des réfugiés. Pour cela, il faut un programme de résistance à long terme.

Qu'est-ce qui te semble essentiel à développer sur le terrain de la solidarité avec le peuple palestinien ?

Toutes les actions de solidarité sont importantes. Par exemple les manifestations internationales sont très importantes, car elles montrent que les Palestiniens ne sont pas seuls, isolés. Les actions de la campagne BDS, pour isoler politiquement et économiquement Israël, la solidarité avec les prisonniers palestiniens retenus dans les prisons israéliennes, les jumelages avec des villes palestiniennes, la nomination de prisonniers comme citoyens d'honneur de villes, l'envoi de délégations qui témoignent une fois rentrés dans leur pays, etc. toutes ces actions sont utiles et importantes.

Un dernier message ?

Le mouvement de soutien à la Palestine a toujours existé, il faut bien sûr l'amplifier. Le gouvernement français a pris des positions qui sont claires pour nous : François Hollande a soutenu nettement les justifications du gouvernement israélien dans sa guerre contre Gaza. Le peuple palestinien ira jusqu'au bout de ses revendications, par tous les moyens possibles, et la solidarité internationale renforce notre résistance. **Propos recueillis le mardi 26 août par Claude B. et Alain J.**

Vu ailleurs

Le Monde

AMIANTE.
Le scandale sanitaire lié à l'amiante est

loin d'être terminé. Ce matériau isolant bon marché, largement utilisé en France dans l'industrie et la construction jusqu'à son interdiction complète, en 1997, pourrait provoquer d'ici à 2050 entre 68 000 et 100 000 morts en France, selon les estimations de l'Institut de veille sanitaire (INVS). [...] Selon les travaux menés par l'Institut, l'amiante a déjà fait entre 61 000 et 118 000 morts entre 1995 et 2009. Rien qu'en 2007, le nombre de cancers du poumon attribuables à l'amiante était estimé entre 1 500 et 2 400 selon les hypothèses retenues, alors qu'on comptait un peu plus de un millier de morts par mésothéliome.

Depuis 1996, tous les bâtiments font l'objet d'une réglementation selon laquelle dès que le niveau dépasse les 5 fibres par litre d'air, des travaux de désamiantage ou de confinement doivent être entrepris. Des experts réunis par le Haut Conseil de la santé publique avaient dans un premier temps proposé d'abaisser le seuil de déclenchement des travaux à 2 fibres par litre dès 2015, puis à 1 fibre en 2020. Mais le HSCP a jugé « illusoire » dans son rapport d'abaisser ce seuil « tant que la réglementation actuelle (...) n'est pas correctement appliquée » en ce qui concerne notamment les repérages et les mesures. [...]

L'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) a réagi en demandant à la ministre de la Santé « de ne tenir aucun compte de la position du HSCP et d'abaisser sans tarder le seuil de gestion du risque amiante dans les bâtiments (...) conformément aux recommandations de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation (Anses) ». Cette dernière avait recommandé d'abaisser le seuil à 0,5 fibre par litre.

« L'amiante pourrait faire jusqu'à 100 000 morts d'ici à 2050 », Le Monde.fr avec l'AFP, vendredi 22 août.

La manifestation nationale annuelle de l'Andeva se déroulera à Paris le samedi 11 octobre.

S'abonner à l'Anticapitaliste

l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org